

LUNDI 11 MAI 2020

L'ECONOMISTE



LE PREMIER QUOTIDIEN ECONOMIQUE DU MAROC

EDITORIAL

Masques à 42% seulement

I L n'est pas sûr que l'on arrive à sortir du confinement le 20 mai 2020, soit la semaine prochaine. Le comportement social n'arrive pas à stopper le virus. Le port du masque est le facteur essentiel. Le Maroc y a d'ailleurs obtenu un succès international...

Pourtant le gouvernement a choisi de retirer le gros de la distribution aux transporteurs qui approvisionnent tous les jours tous les magasins ouverts, pour en réserver une grande part aux distributeurs des pharmacies. Le résultat était inévitable.

La question a été posée aux responsables. Sans réponse. La distribution pharmaceutique est sous-dimensionnée pour la masse et les volumes de livraisons de masques. Et puis, quand un bien se raréfie, il risque d'arriver n'importe quoi au bout de la chaîne. L'Économiste a ouvert la possibilité aux lecteurs de répondre à la question: «Trouvez-vous facilement les masques? Oui/Non». On ne peut pas affirmer que l'échantillon respecte les caractéristiques des habitants du Maroc. Mais 1.681 personnes ont répondu. Un si grand nombre a forcément du sens.

Plus de la moitié (57,89%), exactement 973 personnes, disent avoir des difficultés pour s'approvisionner. Logiquement, une partie d'entre eux a sans doute fini par trouver, mais dans quelle quantité? Assez pour leur famille? Pour les employés qui remplissent un service indispensable? Et ceux qui n'en ont pas trouvé, parce qu'ils n'étaient pas des clients habituels, ou parce qu'il ne restait plus une seule boîte?

Devant les élus et devant toute la Nation, le chef de gouvernement El Othmani a accusé le système d'être «un monopole». N'avions-nous pas aussi un Conseil de la concurrence? Qu'attendent-ils donc? □

Nadia SALAH



Enquête Sunergia-L'Économiste

Covid-19: La lassitude...

- Seule une petite majorité soutient encore le confinement
- Mais reste optimiste pour l'après-crise

Voir page 2



Assurance: Une ristourne pour les automobilistes

LA secousse déclenchée par la crise sanitaire va durement affecter les bilans des entreprises financières. De plus, banques et compagnies d'assurances doivent gérer les critiques sur la gestion de la crise. Les assureurs prévoient de rétrocéder plusieurs centaines de millions de DH

de primes aux automobilistes suite à la baisse de la sinistralité durant la période de confinement. Si le choc induit par la pandémie sera rude, la solvabilité serait préservée. Toutefois, la crise devrait accélérer la transformation du secteur aussi bien en termes de digitalisation que d'innovation. □

Voir pages 8 & 9

■ Ménages: La thésaurisation s'accroît avec la crise sanitaire

Voir page 3

■ Alerte sur les surdosages de l'azithromycine

Voir page 6

■ Casa-Transports relance ses chantiers

Voir page 15



Yasmina Khadra «Cette pandémie est une prophétie»

Voir pages 18 & 19

Les scénarios pour sauver l'année universitaire

Voir pages 10 & 11

Enquête Sunergia-L'Economiste

Les restrictions de sortie commencent à peser

• Seule une petite majorité soutient encore le confinement

• L'optimisme pour l'après-crise reste bon, voire très bon

LES Marocains sont moins inquiets, mais ils commencent (un tout petit peu) à canarder dans les familles et à s'ennuyer dans le confinement. C'est ce que révèle la 5e enquête de Sunergia pour L'Economiste, sur le vécu de la crise du coronavirus au Maroc.

Au bout de la 5e semaine de confinement, on commence à sentir la fatigue. Certes elle n'est pas majoritaire. Mais elle s'est installée au fond du tableau. On notera bien qu'à part les interdictions de sortir, toutes les autres mesures sont largement approuvées, par plus de deux Marocains sur trois.

Etes-vous inquiet pour votre santé?

5^e semaine

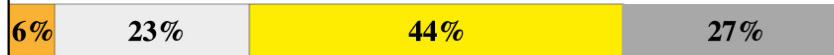
Global



Du 27 avril au 3 mai, 1.488 répondants

1^{re} semaine

Global



Du 2 au 5 avril, 1.288 répondants

■ Pas inquiet du tout
 ■ Pas très inquiet
 ■ Inquiet
 ■ Très inquiet

SUNERGIA ÉTUDES
GROUP SUNERGIA

Bien que (ou parce que?), il n'y a pas vraiment de débats sur l'efficacité, sur les comparaisons avec d'autres

pays... l'opinion approuve encore plus que fin mars 2020, les mesures prises («à temps»). On est passé de 85% d'approbation à 90%. Avec un échantillon aussi grand, la marge d'erreur tombe à plus ou moins 3%. Autant dire qu'il y a une quasi-unanimité pour approuver le gouvernement. Il ne faut pas croire que la société civile dort tranquillement. Il ne faut pas croire non plus que la société civile a peur de l'autorité. Soutenue par les technologies, elle s'est levée comme un seul homme contre le projet de loi liberticide 22-20. Elle a entraîné avec elle l'opposition et aussi la majorité gouvernementale. Le projet n'est pas encore abandonné. Il n'est plus sur le programme immédiat.

ressemble pas à avant. Certains jugent le libéralisme déjà mort, d'autres ne veulent pas de système autoritaire... Tous parlent de justice et de couverture sociale. Ces prises de positions existent partout. Au Maroc, elles font preuve d'un dynamisme étonnant, malgré ou grâce au confinement.

A l'entrée de la crise, un quart des plus de 65 ans et des personnes les plus riches redoutaient la sortie. Ils sont devenus un peu plus confiants. Il s'agit sans doute de l'effet des soutiens financiers. Ils ne sont pas personnellement concernés. Ils le sont par l'environnement politique que ces aides peuvent créer. Ou pas. De manière étonnante, le sentiment des plus pauvres, ceux qui gagnent moins de 2.000Dh, était pour l'optimisme à 81%, fin mars. Celui-ci a baissé. Puis il est revenu à la même place cette semaine.

Les Marocains, rôtisseurs et optimistes

Pour ce qui les concerne directement, 63% d'entre les répondants sont «inquiets» ou «très inquiets» pour leur propre santé. Ces craintes personnelles fonctionnant avec une totale confiance dans les choix gouvernementaux mériteraient une investigation de la part des sociologues. Et ce d'autant plus que deux pas plus loin, le même échantillon écrase ceux qui sont pessimistes sur l'issue de la crise. Les pessimistes plafonnent à 17% tandis que les optimistes caracolent à 82%. Là encore la marge d'erreur est très petite.

En revanche, certains profils ont modifié leur perception. Chacun aura remarqué que les intellectuels ou les responsables à quel que niveau que ce soit, souhaitent que «l'après-virus» ne

Depuis trente ans que L'Economiste fait faire des enquêtes (le plus souvent avec Sunergia), toutes montrent que les Marocains forment un peuple optimiste, même dans les moments difficiles. Rôleur mais largement optimiste.

A propos de grogner, les restrictions de sorties perdent nettement de leur poids. Elles étaient à 66% de «oui, c'est une mesure capitale» pour la première semaine. Elles sont tombées à 55%. C'est la plus forte des modifications d'opinion que donne l'enquête. Est-ce que cette baisse d'approbation peut donner des difficultés sociales? Peut-être pas jusque-là, mais des difficultés pour le maintien de l'ordre dans les rues, certainement. □

Nadia SALAH



L'ECONOMISTE

PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL: **ABDELMOUNAÏM DILAIM**

DIRECTEUR GÉNÉRAL: **KHALID BELYAZID**

RÉDACTION

Directeur des rédactions

Nadia Salah

Rédacteur en chef

Mohamed Benabid

Secrétaire générale de la Rédaction

Meriem Oudghiri

Assistante: **Touria Azlaf**

Assistante de Rédaction: **Samira Barouk**

ÉCONOMIE & MONDIE

Chef de rubrique: **Abashi Shamamba**

Khadija Masmoudi (Grand reporter),

Abdelaziz Ghoubi (Grand reporter),

Hassan El Arif (Grand reporter)

Fatim-Zahra Tohry, **Francck Fagnon**

VIE DES ENTREPRISES

Chef de rubrique: **Amin Rhoub**

Aziza El Affas, **Kouame Jean Modeste**,

Jihad Rizk

DE BONNES SOURCES & BREVES

Chef de rubrique: **Moulay Ahmed Belghiti**

RÉGIONS, COMPÉTENCES & RH

Rédactrice en chef: **Radia Lahlou**

Ahlan Nazih, **Karim Agoumi**

Tiella El Ghouri

• **Rabat**: **Nouredine El Afssi**

• **Marrakech**: **Badra Berrissoule**, **Stéphanie Jacob**

• **Fès**: **Youness Saâd Alami**

• **Agadir**: **Sabrina Belhouari**

• **Tanger**: **Ali Abjiou** • **Oujda**: **Ali Kharroubi**

• **Bruxelles**: **Aziz Ben Marzouk** • **Londres**: **Jon Marks**

• **Tunis**: **Yousra Mahfoud**

Dessinateur-caricaturiste: **Rik**

DROIT, JUSTICE & MEDIAS

Faïçal Faquih (Grand reporter)

CULTURE: Amine Boushaba

BUREAU DE RABAT

Mohamed Ali Mrabi

Mohamed Chaouen (Grand reporter senior)

Angle rue Al Khalil, Bd Med V

Tél.: 05 37 26 28 46/47/48 - Fax: 05 37 26 28 45

mamrabi@economiste.com

SERVICE WEB

El Hadji Mamadou Gueye

Hicham Lafriqi, **Maha Basraoui**,

Fatimazahra Belharar,

DOCUMENTATION

Chef des photographes: **Saida Sellami**

Photo-journaliste: **Abdelmjid Bziouat**,

Ahmed Jarfi

COMMUNICATION

Directeur de la Communication:

Youssef Triki

Assistante de direction: **Kenza Daoudi**

PUBLICITE

Directrice commerciale et marketing

Sandrine Salvagnac

Assistantes: **Samira Tamda**, **Khouldya Mekayssi**

Directeurs de clientèle Agences: **Imane El Azdi**, **Khalid El Jaf**,

Abderrouf Jaâfari, **Zine El Abidine Alaoui**

Mohamed Hamdaoui, **Mouna Elouattassi Grangier**,

Benaïssa Benamar, **Hfaïedh Zeramdini**

Directeurs de clientèle Agences:

Amal Cherkaoui, **Thierry Del-Valle**

Annonces légales: **Rabia Mahd**, **Jalila Afkhar**

ADMINISTRATION

Directeur administratif & financier

Samir Essifir

Responsable Achats et diffusion: **Mouhsine Badi**

Auditeur interne: **Ilham Ziad**

Responsable qualité - Abonnement: **Lella Sadek**

Responsable d'Édition: **Abdelhak Tisfoutar**

REVISION

Mohamed El Bekri, **Najoua Norredine**

MONTAGE

Chef de service: **Abdelaziz Ouahid**

Saïd Fakhreddine, **Salima Michmich**,

Mohcine Sorrane, **Youssef Laarachi**

Fax: 05 22 36 58 86

www.economiste.com

redaction@economiste.com

publicite@economiste.com

70, Bd Massira Khadra, Casablanca - Tél.: 05 22 95 36 00 (1.65)

Fax Rédaction: 05 22 36 59 26 et 05 22 39 35 44 - Fax Commercial: 05 22 36 46 32

Distribution: Supress, Impression: Eco-Print, Casablanca - Tél.: 05 22 66 40 78/79/80



Tous mobilisés contre le coronavirus

ÉVÉNEMENT

Ménages: La thésaurisation s'accroît avec la crise sanitaire

→→→

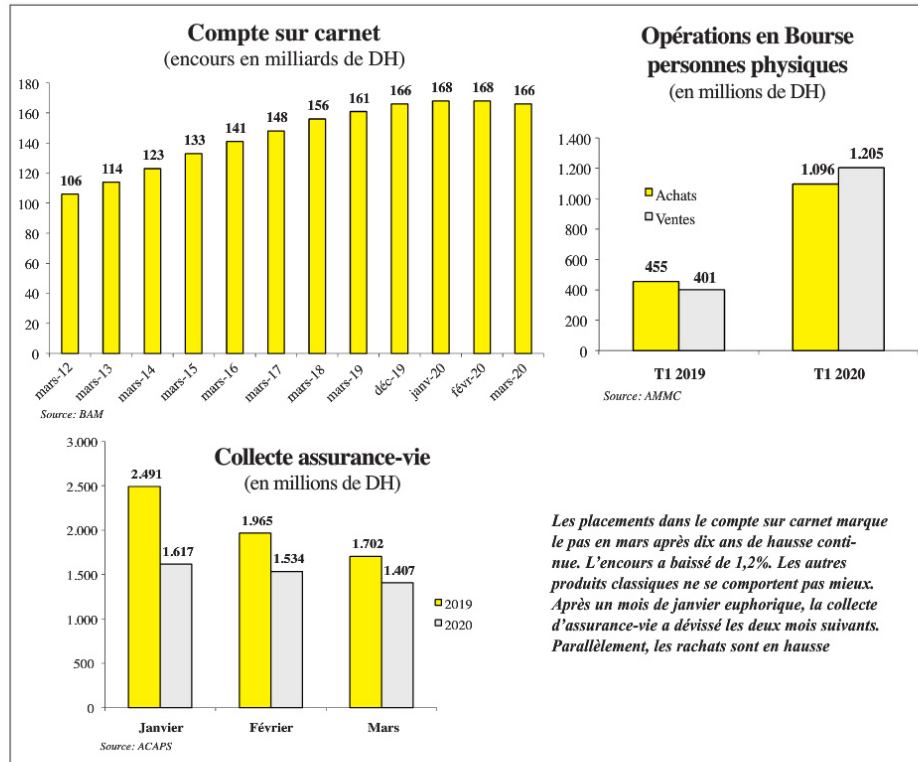
• La circulation fiduciaire atteint 267 milliards de DH en hausse de 13 milliards en un mois

• Le compte sur carnet met fin à dix ans de hausse

EN temps d'incertitude, le réflexe de nombreuses personnes consiste à rapatrier un peu d'argent liquide chez elles. Le contexte actuel de la crise, doublé d'une incertitude due aux conséquences du Covid-19, n'y échappe pas. Entre février et mars, mois durant lequel l'état d'urgence sanitaire et le confinement ont été décrétés, la circulation fiduciaire a augmenté de 13 milliards de DH pour s'établir à 267 milliards de DH. C'est six fois le montant relevé sur la même période en 2019. Depuis le début de l'année, 16 milliards de DH supplémentaires ont été sortis du système financier.

Ce qui est paradoxal puisque le billet de banque est un vecteur de propagation du virus. D'où les appels incessants de privilégier des moyens de paiement autre que le cash afin de prévenir le risque. Cette crise sanitaire aurait pu dynamiser le paiement mobile, surtout pour le paiement auprès des commerçants. Hélas, l'écosystème est toujours en cours de construction et les divergences d'intérêts ralentissent le processus. «Une fois que les nuages se seront dissipés, c'est-à-dire les inquiétudes liées à la croissance et l'emploi, la circulation fiduciaire devrait baisser et le cash sorti du circuit devrait retourner dans le circuit monétaire. Il faut aussi espérer le maintien des amnisties pour accélérer ce mouvement», analyse Marouane Hatim, économiste chercheur.

La particularité de la crise actuelle est qu'elle s'accompagne d'une chute, voire une perte de revenus pour de très nombreux ménages. Ce qui se ressent sur leurs placements. Après un mois de janvier très dynamique marqué par une hausse de 54% des placements en assurance-vie, le mouvement s'est totalement inversé les deux mois suivants (-22%



en février et -17% en mars). Parallèlement, les demandes de rachat repartent à la hausse, ce qui témoigne des besoins en trésorerie. Globalement, le 1er trimestre s'achève sur une hausse de 2,8% de la collecte à 5,4 milliards de DH. Malgré le comportement de l'assurance-vie ces derniers mois, elle devrait moins souffrir de la conjoncture que d'autres produits d'épargne relèvent des professionnels. Elle continue à offrir des rendements intéressants et surtout, demeure un outil important d'organisation patrimoniale. Très dynamique ces dernières années, ce placement pourrait connaître un nouvel élan à la sortie de la crise. «Cette crise inédite va induire un changement du comportement des ménages et faire évoluer le modèle de consommation. L'épargne prendra une place plus importante dans les arbitrages à l'avenir», prévoit Marouane Hatim.

Si les placements dans les produits d'épargne sont en chute libre,

les versements dans les contrats en unités de compte, eux, flambent avec une croissance de 149% en février et 78% en mars. Ces produits, plus risqués, restent minoritaires et ne sont commercialisés que par une poignée de compagnies. Néanmoins, ce goût pour le risque de certains épargnants se voit aussi à travers les opérations en Bourse. En plein bain de sang en mars (le Masi a cédé 21%), les investisseurs personnes physiques y ont investi 544 millions de DH, soit un volume d'achats 20% supérieur à celui de tout le premier trimestre 2019. Certes les particuliers étaient vendeurs nets le trimestre écoulé mais ils ont été plus actifs (1,1 milliard de DH d'achats et 1,2 milliard de DH de cessions) comparés aux trois premiers mois de 2019 (455 millions à l'achat et 401 millions de DH à la vente). Certains épargnants ont choisi de saisir l'opportunité de se positionner sur des valeurs vedettes du marché à des prix quasiment sol-

dés. Malgré les incertitudes autour de la crise et leurs conséquences sur les sociétés cotées, certains devraient entrevoir plus rapidement que d'autres le bout du tunnel et créer davantage de la valeur pour les actionnaires.

Avec 166 milliards de DH d'encours à fin mars 2020, le compte sur carnet demeure le premier produit de placement des ménages. Il a résisté à la baisse du taux de rémunération mais flanche une première fois en dix ans en mars (en rythme mensuel) en raison de la conjoncture. L'encours a baissé de 1,2% par rapport à février. Ce n'était plus arrivé depuis mai 2010. A l'époque, il avait même stagné (-0,05% à 74,3 milliards de DH). Le contexte n'est pas non plus très favorable aux autres produits bancaires. Après trois mois, l'encours des dépôts à terme et bons de caisse affiche une baisse de 2,6%. □

F.Fa

→→→

ÉVÉNEMENT

Déconfinement: Rien n'est encore tranché

• Des réunions lors des prochains jours pour se pencher sur les scénarios pour l'après-20 mai

• Situation épidémiologique, 200 décès évités par jour

• Plan de relance économique, les opérateurs impliqués

L'ÉTAT d'urgence sanitaire sera-t-il levé le 20 mai? Pour l'instant, le gouvernement n'a pas encore



Pour le chef du gouvernement, «le déconfinement est un processus difficile qui devra tenir compte de la situation épidémiologique. Des scénarios sont actuellement en examen par les ministères de la Santé et de l'Intérieur» (Ph. Bziouat)

tranché cette question. Saadeddine El Othmani, qui intervenait dans le cadre d'une émission spéciale sur la chaîne TV nationale, s'est contenté de dire que des réunions seront tenues dans les prochains jours pour examiner les meilleurs scénarios pour gérer la prochaine période. Pour lui, «la bataille est encore loin d'être gagnée». Pour l'instant, le gouvernement semble naviguer à vue. C'est ce qui ressort des déclarations d'El Othmani, qui a évité de s'engager sur plusieurs dossiers, affirmant que dans cette crise, «tout évolue et se transforme rapidement».

■ Situation épidémiologique: «Nous avons évité le pire»

C'est l'un des principaux messages du chef du gouvernement. Pour lui, les mesures de confinement ont permis au Maroc d'éviter 200 décès par

jour, selon les estimations des épidémiologistes. Aujourd'hui, «la situation épidémiologique est sous contrôle», a-t-il précisé. Plus de 90% des cas positifs ont des symptômes légers. Les cas pris en charge en réanimation ne dépassent pas 50 personnes actuellement, contre 90 personnes il y a quelques semaines. Sur ce total, seule une vingtaine est sous respiration artificielle. Le taux des décès par rapport aux cas est également en baisse, avec 3,3% actuellement contre 7% auparavant, selon El Othmani. □



(Ph. L'Economiste)

■ Où va l'argent du Fonds spécial Covid-19?



(Ph. L'Economiste)

Interpellé sur les dépenses du Fonds spécial Covid-19, El Othmani a rappelé que le financement du dispositif de santé est une priorité. 2 milliards de DH ont été transférés au département de la Santé, a-t-il rappelé. Pour lui, les informations concernant l'appui de certains secteurs, comme celui de l'enseignement privé, sont des fake news. «Ce fonds n'accorde pas d'aides aux entreprises, mais plutôt aux employés. Concernant les écoles privées, elles peuvent suivre la même procédure prévue pour toutes les autres catégories d'entreprises». Concernant les détails des dépenses, le chef du gouvernement a précisé que les communiqués du Comité de veille économique sont la seule source d'information concernant les financements pris en charge par ce fonds. □

■ Aides aux ménages: De nouveaux débloquages dans quelques jours

Les personnes qui n'ont pas encore bénéficié des aides pour arrêter d'activité devront recevoir les montants prévus dans quelques jours. C'est ce qu'a promis le chef du gouvernement. Il s'agit de 400.000 détenteurs de la carte Ramed et autant de non-ramédistes. Jusqu'à aujourd'hui, le nombre global des personnes dont les dossiers ont été approuvés s'élève à 4,7 millions, dont 3,7 millions ont déjà reçu les sommes prévues. Le gouvernement va-t-il capitaliser sur cette opération dans le lancement du Registre social unifié. El Othmani a refusé de s'engager sur cette question. Il s'est contenté de dire que le chantier du Registre social est actuellement au Parlement. Dès l'adoption du projet de loi, le gouvernement activera son implémentation, sur la base des études qui ont été déjà réalisées, a-t-il expliqué. □



(Ph. L'Economiste)

■ Enseignement: Pas d'année blanche

Les élèves devront poursuivre leurs cours et se préparer aux examens. «Il n'y aura pas d'année blanche. Surtout que plus de 70% du programme a été déjà dispensé», a insisté le chef du gouvernement.

«Nous sommes tenus de trouver des solutions pour la tenue des examens», a-t-il affirmé. El Othmani a fait savoir que des scénarios sont actuellement à l'étude, avant d'annoncer les décisions définitives dans les prochains jours. □



(Ph. L'Economiste)

Tous mobilisés contre le coronavirus

Déconfinement: Rien n'est encore tranché

◆◆◆

■ **Plan de relance économique:**
Le gouvernement n'a aucune vision



(Ph. L'Economiste)

«Personne ne peut évaluer actuellement le coût économique de cette crise», selon Saâdeddine El Othmani. Quid de la vision de relance de l'activité économique après la levée de l'état d'urgence ?

«Pour l'instant, je n'ai aucune vision. Je ne veux pas mentir. Nous nous penchons actuellement sur plusieurs scénarios. D'autant que dans cette crise, tout se transforme chaque jour», a-t-il affirmé. Une chose est sûre, selon El Othmani, la sortie de crise sera très difficile. La Comité de veille économique est en train de mettre en place les différents scénarios. Parallèlement, chaque département est en train d'identifier les pistes de relance avec les opérateurs de chaque secteur. Le gouvernement devra se baser sur ces propositions pour mettre en place un plan de relance pour la période après la levée de l'état d'urgence sanitaire.

■ **Marocains bloqués à l'étranger: Le rapatriement après la réouverture des frontières**



Ils devront encore prendre leur mal en patience. Le chef du gouvernement a souligné que «des scénarios sont en cours de préparation pour mener à bien le rapatriement de 27.850 Marocains bloqués, inscrits auprès des consulats». Leur rapatriement se fera «dès l'ouverture des frontières». □

M.A.M.

◆◆◆

Report d'échéances bancaires: Gratuit, mais pas pour tous

• **Les intérêts intercalaires pris en charge par l'Etat et les banques**

• **Sont concernées les mensualités de moins de 3.000 DH pour le crédit immobilier**

LE report des créances bancaires n'était pas assorti de frais ni de pénalités, mais il y avait bel et bien des intérêts à payer au terme de la période de suspension. Le Comité de veille économique, qui a tenu sa 7e réunion vendredi 8 mai, a décrété la prise en charge de la totalité des intérêts intercalaires par l'Etat et les banques au titre des crédits immobiliers et de consommation contractés pour les particuliers. La mesure cible évidemment les personnes dont les revenus ont été impactés par la crise du coronavirus au cours de la période entre mars et juin 2020. Sont donc concernés, les particuliers ayant des échéances mensuelles plafonnées à 3.000 DH pour le crédit immobilier et à 1.500 DH pour le crédit consommation, y compris ceux obtenus auprès des sociétés de financement. Cette dis-

position devrait bénéficier à environ 400.000 personnes, dont certaines n'ont plus aucun revenu depuis le début de la pandémie. Au-delà de ces montants, le client supportera le

améliorant les conditions d'accès au financement pour le redémarrage des activités en faveur des TPE, des PME et des entreprises de taille intermédiaire.

Premier bilan des aides sociales

L'ATTRIBUTION de l'indemnité forfaitaire destinée aux salariés des entreprises en difficulté financière, affiliées à la CNSS, a connu un réajustement. Les critères d'éligibilité ont été redéfinis par une loi et des textes d'application. Ainsi, près de 134.000 entreprises, employant 950.000 salariés, ont été déclarées au titre du mois d'avril. Ces salariés, moyennant les vérifications d'usage, recevront une indemnité forfaitaire de 2.000 DH. Le versement de l'aide destinée aux personnes travaillant dans l'informel n'a pas encore été achevé. A ce jour, 85% de la population éligible, soit 3,7 millions de ménages, ont bénéficié de l'aide selon la taille de la famille. □

coût du report des échéances. Les intérêts intercalaires seront également dus par les entreprises qui ont demandé la suspension de leurs mensualités.

En matière de financement, le Comité de veille a promis la mise en place d'un nouveau dispositif. Il sera «massif, souple dans sa mise en œuvre et couvrira l'ensemble des segments d'entreprises». Il a également été décidé d'assouplir le mécanisme Damane Oxygène en

Un nouveau dispositif sera créé pour financer la relance des entités réalisant un chiffre d'affaires de plus de 500 millions de DH. Ses mécanismes et modalités opératoires seront bientôt arrêtés par un comité composé du ministre des Finances, de Bank Al-Maghrib, la CGEM et le GPBM.

Les établissements et entreprises publics impactés par la crise du Covid-19 ne sont pas en reste. Le Comité de veille économique annonce

la création d'un fonds de garantie spécifique, leur permettant de lever de nouvelles ressources pour renforcer leurs financements et envisager un développement soutenable et durable de leurs activités.

La dernière réunion du Comité de veille aura donc été consacrée à renforcer les conditions de relance économique en soutenant les banques dans l'octroi de financements massifs au profit de tous les segments d'entreprises, privées et publiques. Des mesures censées sauver les emplois et réduire les délais de paiement interentreprises.

Au cours de sa dernière réunion, le Comité a pris acte des plans de relance sectoriels en cours d'élaboration par les différents départements ministériels concernés avec la CGEM. Ces plans devront encore faire l'objet d'études et de discussions lors des prochaines réunions du Comité de veille économique avant d'être consolidés dans le cadre d'une stratégie de relance économique globale et cohérente. Il s'agit d'un travail de longue haleine qui devra tenir compte des doléances des différentes catégories d'opérateurs économiques. □

Hassan ELARIF

ÉVÉNEMENT

Tous mobilisés contre le coronavirus

Alerte sur les surdosages de l'azithromycine



• Plusieurs erreurs notifiées au Centre antipoison et de pharmacovigilance

• Cet antibiotique relève du protocole thérapeutique du Covid-19

• «S'en tenir à la posologie définie par les autorités sanitaires»

UN SOS sur des erreurs médicamenteuses liées à l'administration de l'azithromycine vient d'être lancé par le Centre antipoison et de pharmacovigilance. Datée du jeudi 7 mai, cette alerte est adressée aux directeurs régionaux de la Santé ainsi qu'aux di-

recteurs des centres hospitaliers universitaires. Des notifications ont été reçues par le Centre antipoison sur des erreurs liées à l'administration de l'azithromycine dans le cadre du protocole thérapeutique recommandé par le ministère de la Santé pour traiter les patients Covid-19.

Deux erreurs sont signalées. La première porte sur l'administration de l'azithromycine 2 fois/jour en association avec la chloroquine ou 3 fois/jour quand il s'agit de l'hydroxychloroquine. La deuxième concerne l'administration de l'azithromycine 500 mg par jour pendant les 7 jours du traitement en raison de la disponibilité dans certains hôpitaux que de la forme non sécable de ce médicament. «Ces erreurs pour-

المملكة المغربية
وزارة الصحة
المركز المغربي لمحاربة التسمم
والبيطرة الوطنية
Rabat, le 07/05/2020

Royaume du Maroc
Ministère de la Santé
Centre Anti Poison et de
Pharmacovigilance du Maroc
N°SI.ACAPM/2020

A
Mesdames et Messieurs les Directeurs Régionaux de la Santé
Messieurs les Directeurs des Centres Hospitaliers Universitaires

Objet : Alerte sur les Erreurs Médicamenteuses liées à l'administration de l'Azithromycine

Le Centre Anti Poison et de Pharmacovigilance du Maroc a reçu des notifications concernant des erreurs médicamenteuses liées à l'administration de l'Azithromycine dans le cadre du protocole thérapeutique du ministère de la Santé pour la lutte contre le COVID-19.

Les erreurs rapportées sont :

- L'administration de l'Azithromycine 2 fois / jour en association avec la Chloroquine ou 3 fois / jour quand il s'agit de l'Hydroxychloroquine.
- L'administration de l'Azithromycine 500 mg par jour pendant les 7 jours du traitement en raison de la disponibilité dans certains hôpitaux que de la forme d'Azithromycine non sécable.
- L'administration de l'Azithromycine 500 mg par jour pendant les 7 jours du traitement en raison de la disponibilité dans certains hôpitaux que de la forme d'Azithromycine non sécable.

Ces erreurs pourraient entraîner des surdosages en Azithromycine qui potentialiseraient les effets indésirables cardiaques de la Chloroquine et de l'Hydroxychloroquine.

Pour garantir la sécurité d'utilisation de ces médicaments et celle du patient, le Centre Anti Poison et de Pharmacovigilance du Maroc recommande de :

- Respecter la posologie de l'Azithromycine indiquée dans le protocole thérapeutique du ministère de la Santé à savoir 500 mg, le premier jour puis 250 mg du J2 à J7 ;
- Expliquer de manière claire et précise au patient, les doses et le rythme d'administration pour chaque médicament ;
- Mettre à la disposition du patient les comprimés correspondant à une dose journalière pour chaque médicament du protocole ;
- Assurer la disponibilité de la forme d'Azithromycine 250 mg, ou dans le cas échéant l'Azithromycine 500 mg sécable, dans les centres de prise en charge du COVID-19.

A cet effet, je vous prie Messieurs les Directeurs, de bien veiller à la diffusion de cette alerte auprès des professionnels de santé des structures hospitalières de prises en charges des cas confirmés COVID-19.

Signature : Pr. H. BACHAWAN BACHAWAN
Directeur du Centre Anti Poison et de Pharmacovigilance du Maroc

الهاتف : 05 37 68 64 64
البريد الإلكتروني : info@sos-maroc.org

tolocle thérapeutique du ministère de la Santé: 500 mg le premier jour puis 250 mg du jour 2 au jour 7. Il indique aussi qu'il faut «expliquer de manière claire et précise au patient les doses et le rythme d'administration pour chaque médicament et mettre à sa disposition les comprimés correspondant à une dose journalière pour chaque médicament du protocole». Autre recommandation:

raient entraîner des surdosages en azithromycine qui potentialiseraient les effets indésirables cardiaques de la chloroquine et de l'hydroxychloroquine», met en garde le Centre antipoison et de pharmacovigilance dans la note adressée aux responsables des hôpitaux.

Pour la sécurité des patients et de l'utilisation de ces médicaments, le Centre rappelle à l'ordre les directeurs régionaux de santé ainsi que ceux des centres hospitaliers. Il demande de respecter la posologie de l'azithromycine indiquée dans le pro-

assurer la disponibilité de la forme d'azithromycine 250 mg, ou dans le cas échéant l'azithromycine 500 mg sécable, dans les centres de prise en charge du Covid-19.

Dans le traitement du coronavirus, le Maroc a opté pour une bithérapie à base de sulfate de chloroquine/hydroxychloroquine avec l'azithromycine. Ce qui permet selon Khalid Ait Taleb, ministre de la Santé, «de diminuer la charge virale dès le 5e-6e jour» (cf. L'Economiste n° 5740 du 14/04/2020).

Khadija MASMOUDI



SOS VILLAGES D'ENFANTS MAROC

Meriem* n'a pas choisi de grandir sans famille.

Dés aujourd'hui, parrainez un enfant et aidez le à retrouver la chaleur d'un foyer

06 61 58 80 88 info@sos-maroc.org
RIB SG : 022.780.00013200050.329.73.74

Association reconnue d'utilité publique, placée sous la Présidence d'Honneur de SAR la Princesse Lalla Hasnaa

OFFREZ À VOS ANNONCES LE MEILLEUR IMPACT

30.000 exemplaires 150.000 lecteurs

EMPLOI | IMMOBILIER | AUTO-MOTO | CARNET
APPELS D'OFFRES | ANNONCES LEGALES

05 22 95 36 00 05 22 36 58 86

L'ECONOMISTE LA RÉFÉRENCE AU QUOTIDIEN

Tous mobilisés contre
le coronavirus

ÉVÉNEMENT

Comment éviter «une crise citoyenne» en entreprise

➡➡➡

- Ethique, transparence, solidarité et flexibilité pour gérer la crise
- Mesures préventives, protection des collaborateurs vulnérables, efforts financiers...
- Révision fondamentale des anciens systèmes d'information pour réussir la digitalisation

FACE à cette crise sanitaire, les priorités des entreprises changent. L'ultime objectif pour tous aujourd'hui est de maintenir l'activité avec des plans de continuité alors que l'avenir est incertain, et cela en préservant la santé des collaborateurs. C'est l'un des constats qui ressort du Webinaire organisé mercredi dernier par l'Observatoire de la RSE au Maroc (ORSEM) autour de la thématique: «Quelle responsabilité citoyenne des entreprises marocaines en réponse à la crise du Covid-19». Le débat a été modéré par le président de l'Orsem, Tarik El Malki, et animé par Mohamed Chakib Rifi, DG de Dataplus et créateur de plateformes digitales, Nourlil Ghizlaine, directrice de Vigéo Eiris Maroc, Charfi Jihane, manager en RH, et Essaid Tariq, médecin et militant pour la santé et la sécurité au travail. Les intervenants ont abordé des problématiques telles que la nécessité de l'évolution de la digitalisation de l'entreprise, de la gestion des risques sanitaires ou encore des plans de continuité d'activité.



Depuis des années, les entreprises communiquent sur leur engagement et leur responsabilité sociale et sociétale. La crise que nous traversons pourrait bien préfigurer d'une accélération de ce mouvement (Ph. Pshere)

La crise a mis l'économie mondiale à genoux. Des entreprises ont déjà déclaré faillite tandis que d'autres peinent à assurer la continuité de leur activité. «Face à cette crise, toutes les organisations avec l'appui de leurs équipes, notamment celle des ressources humaines, devraient innover afin d'éviter de transformer cette crise sanitaire en crise citoyenne. Les sociétés doivent miser sur des valeurs telles que l'éthique, la solidarité, la flexibilité et le patriotisme», souligne Charfi, experte en RH.

Les ressources humaines peuvent participer à créer un impact positif sur la responsabilité citoyenne dans ce contexte. Selon l'expert RH, il faut pouvoir identifier des cellules de crise, s'appuyer sur une communication claire, transparente et collaborative à travers le digital. «Aujourd'hui, nous avons tous les moyens pour assurer une continuité de service à distance, il faut juste être bien organisé», précise-t-elle. Parmi les actions à mener, Charfi insiste sur la mise en place de mesures préventives pour assurer la sécurité

des employés. Mais aussi sur l'identification des activités clés et du cœur de métier de chaque entreprise et en assurant une gestion flexible avec une diminution du temps de travail en présentiel et la protection de la santé des plus vulnérables (malade chronique, femmes enceintes,...). «La crise sanitaire nous impose une solidarité sociale et sociétale. Il est également important d'assurer le maintien des salaires, dans la mesure du possible», suggère Charfi. □

T.E.G.

➡➡➡

Comment se réinventer

LE Covid-19 impose également aux entreprises de se réinventer en abandonnant les méthodes traditionnelles et investissant dans les nouvelles technologies pour gérer à distance leurs fonctions. Ainsi, parmi les priorités des entreprises pour réussir leur plan de continuité d'activité l'on retrouve la transformation digitale. Selon une étude de McKin-

sey, les entreprises ayant adopté des plateformes numériques axées sur la demande, combinées à une stratégie digitale offensive parviennent à augmenter leurs bénéfices avant impôts de 6 à 7%. «Toutefois, l'expérience des grands acteurs démontre que les bénéfices augmentent quand la plateforme arrive à redéfinir la proposition de valeur et à remodeler le

marché», explique Mohamed Chakib Rifi, DG de Dataplus et créateur de plateformes digitales. L'expérience de certains développeurs de plateformes digitales démontre que la mise en place de ces outils nécessite une révision fondamentale des anciens systèmes d'information. Elle requiert aussi un changement de mindset et de stratégie. «Certains

de nos clients craignent d'ouvrir et partager l'offre de valeurs à leurs concurrents si elles cèdent le pouvoir à leurs clients via les plateformes», souligne Rifi. «Cette réticence tend à disparaître avec la préparation de l'après-Covid-19. Plusieurs contrats qui étaient à l'arrêt, il y a encore quelques mois, viennent d'être signés», poursuit-il. □

Lundi 11 Mai 2020

ÉVÉNEMENT

Assurance auto

Le marché concèdera une ristourne



• Les compagnies vont rétrocéder des centaines de millions de DH aux particuliers

• En plus des mesures sectorielles, Axa prévoit des facilités supplémentaires

• Le choc lié à la crise est rude mais la solvabilité serait sauvée

Les compagnies d'assurances ont alloué 1 milliard de DH au fonds Covid-19 et vont prendre en charge les intérêts générés par les crédits octroyés aux autoentrepreneurs. D'autres mesures de soutien concernent les assurés et les agents et courtiers d'assurance. A côté, il y a les mesures individuelles prises par les compagnies pour accompagner leurs clients.

Les premiers résultats trimestriels montrent bien que la secousse induite par la crise sanitaire va causer pas mal de dégâts dans les bilans des entreprises financières (banques et assurances) qui doivent aussi gérer

les critiques sur la gestion de la crise. Les assureurs prévoient de rétrocéder plusieurs centaines de millions de DH de primes aux automobilistes suite à la baisse de la sinistralité durant la période de confinement.

- L'Economiste: Quels sont les premiers effets de la crise sur Axa?

- Abderrahim Dbich:

Axa Assurance Maroc dispose d'une forte solidité financière de son bilan et de sa solvabilité. En plus, nous bénéficions de la solidité d'un groupe mondial réputé par sa solvabilité et sa forte résilience financière. Nous estimons que les effets de cette crise impacteraient principalement notre chiffre d'affaires et notre résultat annuel à court terme, sans aucun impact sur la solvabilité et le capital à l'horizon de l'année suivante. Sur le marché, une question reste toutefois ouverte: le niveau des impayés constaté à date affiche une augmentation importante, représen-



Abderrahim Dbich, directeur général délégué d'Axa Assurance Maroc: «La crise impacterait notre chiffre d'affaires et notre résultat annuel à court terme mais n'aura aucune conséquence sur la solvabilité et le capital à l'horizon de l'année suivante»

tant le double des niveaux habituels. L'estimation de l'impayé au niveau du marché à fin avril 2020 avoisinerait quelques milliards de dirhams.

- A combien estimez-vous l'impact sur le chiffre d'affaires?

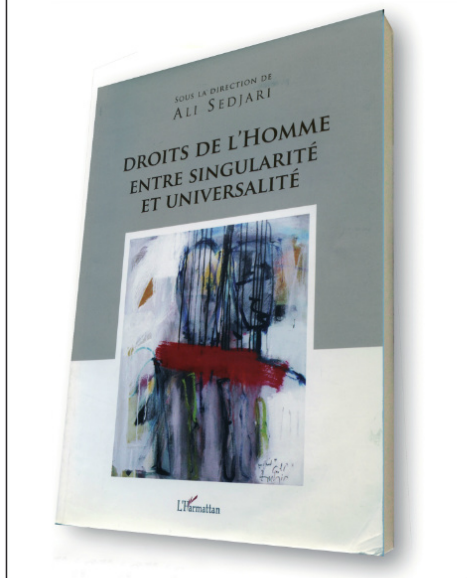
- Depuis le début de cette crise sanitaire, et à l'image de plusieurs

autres secteurs économiques, l'activité assurance a connu une baisse significative sur l'ensemble des branches dommages, notamment l'automobile dont la baisse d'activité s'élève à 60% depuis le début du confinement. Les chiffres publiés par le régulateur à fin mars montrent que les primes émises de l'assurance RC automobile ont enregistré une baisse de plus de 15%, sachant que ce trimestre n'a été impacté que par 10 jours de confinement.

- Le confinement a aussi entraîné une chute de la sinistralité automobile. Allez-vous accorder une ristourne aux clients?

- D'après les chiffres publiés par la DGSN, la baisse des accidents routiers depuis le début du confinement est autour de 60% pour les premières semaines. Ce constat est également observé par les différents acteurs du secteur. Toutefois, cette tendance commence à ralentir depuis la deuxième période de confinement. Bien que le marché ait constaté une baisse d'accidents ces dernières semaines, il est difficile aujourd'hui d'anticiper leur évolution dans les prochains mois. Après

Le temps de lire et relire les meilleurs chercheurs du Maroc



Les principales couvertures étendues automatiquement

EN dehors des mesures sectorielles, Axa a aménagé un dispositif spécifique pour ses clients. L'assureur va maintenir les couvertures pour une période de trois mois au profit des entreprises en difficulté et dont une partie des salariés bénéficie de l'aide du fonds Covid. Les artisans, commerçants, professions libérales et TPE sont également concernés. Cet assouplissement bénéficiera à 80.000 clients de la compagnie. La couverture Décès et Invalidité restera active pour les clients bénéficiant d'un moratoire de paiement de leurs échéances de crédit.

D'un autre côté, les salariés en arrêt temporaire de travail et déclarés à la CNSS vont bénéficier gratuitement de la couverture Décès. Pour la maladie, les délais de déclaration des sinistres ont été allongés

de six mois et la compagnie remboursera les consultations médicales réalisées via téléconsultation sur la plateforme Dabadoc.

Durant la crise sanitaire, l'assureur permet aux clients industriels ayant mis un ou plusieurs sites de production en arrêt total d'aménager les couvertures dommages. Les couvertures facultatives en assurance automobile pour les secteurs d'activités de location et de transport des écoliers peuvent optionnellement être suspendues pendant 60 jours maximum.

Par ailleurs, Axa prorogera automatiquement pendant deux mois les assurances des chantiers de construction dont le montant des travaux est inférieur à 50 millions de DH. Plus de 2.000 chantiers sont concernés. □

Assurance auto

Le marché concèdera une ristourne

◆◆◆◆

cette période de confinement nous pourrions nous attendre à une forte hausse de l'usage des véhicules par les particuliers, ce qui pourrait neutraliser une grande partie de cette baisse. Techniquement, la quantification de l'action de rétribution des assurés ne serait raisonnablement précise que vers la fin de l'année. Toutefois, le marché d'assurance, porté par son élan de soutien à ses clients particuliers et avec l'accompagnement du régulateur, est en train d'examiner une mesure générale leur permettant de bénéficier de cette baisse de la sinistralité. Les travaux de la commission constituée à cet égard avancent bien et une communication du secteur pourrait intervenir à partir de cette semaine. Le budget de cette mesure pourrait se chiffrer en plusieurs centaines de millions de dirhams.

- A l'avenir, la couverture des risques liés aux pandémies pourra-t-elle être prise en charge?

- L'assurance pertes d'exploitation a pour objectif de garantir des rentrées financières pendant la période d'arrêt ou de ralentissement de l'activité de l'entreprise résultant d'un sinistre dommage physique couvert par l'une des garanties principales suivantes: l'incendie, bris de machine ou catastrophes naturelles (tremblement de terre et inondation). Au Maroc, cette couverture facultative est faiblement souscrite et souvent avec des capitaux limités.

La couverture des pandémies dans le cadre de la perte d'exploitation n'est pas une garantie assurable au vu de l'absence de principe de la mutualisation qui représente le fondement de l'assurance. En effet, les pandémies représentent un risque

systemique qui touche l'ensemble des clients assurés, ce qui nécessiterait de réclamer un tarif équivalent aux capitaux assurés!

Parmi les modèles potentiels de couverture de ce type de risque figurerait la mise en place d'un fonds de couverture national, alimenté par des ressources diversifiées et garanti par l'Etat, à l'image de la couverture contre les événements catastrophiques entrée en vigueur le 1er janvier 2020. A l'heure actuelle, le secteur et le régulateur sont engagés sur la gestion de la crise, et les discussions sur des éventuelles solutions de couverture dans le futur peuvent être entamées après.

- Qu'est-ce qui va changer pour les activités assurantielles après cette crise?

- Comme dit l'adage: «A quelque chose malheur est bon». Certes, cette

crise impactera l'activité et le résultat du secteur d'assurance à court terme mais elle a aussi accéléré la transformation de notre activité, notamment à travers une forte agilité, du télétravail et une digitalisation de plusieurs processus opérationnels. Aussi, cela aura servi de tester grandeur nature l'efficacité des plans de continuité des opérateurs et de renforcer le lien avec les clients et les partenaires distributeurs. Je pense qu'après cette crise la transformation de notre métier devrait s'accroître aussi bien en termes de digitalisation qu'en termes d'innovation pour accompagner le besoin évolutif de nos clients. Egalement, les politiques de gestion de risque des assureurs devraient évoluer pour assurer une résilience plus anticipée face à ce type de crise. □

Propos recueillis par Franck FAGNON

◆◆◆◆

L'ECONOMISTE

LA RÉFÉRENCE AU QUOTIDIEN

Votre journal en version e-Paper !

" Retrouvez chaque jour le journal en version numérique e-Paper, ouvert gratuitement à tous ! "

En ligne

Lundi 11 Mai 2020

ÉVÈNEMENT

Examens: Les scénarios pour sauver l'année universitaire

POUR assurer la continuité des enseignements à distance, les universités ont fait preuve d'un dynamisme exceptionnel depuis le 16 mars dernier. «Des dizaines de milliers de ressources pédagogiques ont été produites. A Agadir, nous en avons édité 7.500, près de 13.000 à Fès... Cette banque de documents et de médias permettra aux étudiants de réviser», relève Omar Halli, président de l'université d'Agadir. «Nous avons déjà enseigné un premier semestre, en plus d'environ 6 semaines en présentiel et près de 7 à distance.

Nous avons donc la possibilité de sauver cette année», ajoute Yahia Boughaleb, président de l'université d'El Jadida. Cela dit, reste la grande inconnue: Les examens. Le défi est d'autant plus grand qu'il est question de gérer presque un million d'étudiants dans des circonstances contraignantes inédites. Distances



Source: MES

Cette année, plus d'un million d'étudiants sont inscrits dans l'enseignement supérieur, dont 53.592 dans le privé. Les 919.210 étudiants universitaires sont répartis sur 12 universités (141 établissements). Plus de 87% étudient dans des filières à accès non sélectif

de sécurité, désinfection, masques... Pour l'instant, rien n'est encore décidé, mais des scénarios sont à l'étude. Les présidents d'université se réunissent deux fois par semaine avec leur tutelle pour examiner les différentes options.

Le principe d'autonomie voudrait que chaque université soit libre de déployer les solutions lui permettant de manager au mieux cette situation, en fonction de ses moyens. Cependant, un mot d'ordre est donné par la tutelle: Tous les efforts doivent

être coordonnés afin d'assurer les mêmes chances à tous les étudiants. Le ministère met un point d'honneur à garantir l'égalité des chances face à l'examen. Les présidents d'université partagent avec L'Economiste leurs scénarios. □

Retour des étudiants: Pas si sûr...

(Ph. L'Economiste)



La date officielle de l'amorçage du déconfinement a été fixée au 20 mai.

Quand bien même cette échéance serait maintenue (ce qui n'est pas sûr), il serait difficile de faire reprendre à presque un million d'étudiants le chemin de l'université. D'autant plus que l'année universitaire arrive bientôt à son terme. Le déconfinement sera, par ailleurs, certainement progressif. Les déplacements entre villes pourraient ainsi être interdits ou limités. «Or, plus de 50% des étudiants ne sont pas issus des villes universitaires dans lesquelles ils étudient», relève Mohamed Errami, président de l'université de Tétouan. «Pour l'instant, nous parlons d'un prochain arrêt des cours en ligne, ainsi que d'une période de révision qui devrait aussi se dérouler à distance, car il reste délicat de gérer des milliers d'étudiants, alors que nous devons éviter au maximum les risques», souligne, pour sa part, Khadija Essafi, présidente de l'université de Settat. Sur ce point, les présidents d'université sont d'accord. «L'impératif pour nous est la santé

des citoyens. Il n'y aura pas de retour s'il y a un risque de deuxième vague de contaminations. Nous ne pouvons l'autoriser que quand nous serons sûrs qu'il n'existe aucun risque pour les étudiants et leurs familles», insiste Yahia Boughaleb, président de l'université d'El Jadida. Le seul motif de retour probable pour l'heure est celui des examens.

Date des examens: Deux probabilités

Jusqu'à présent, aucune date n'a été fixée pour les examens, vu les incertitudes qui pèsent encore sur la situation sanitaire. Néanmoins, pour le moment deux scénarios sont envisageables. «Le plus optimiste est celui d'organiser les examens en juillet, et s'il le faut, étaler sur la première moitié d'août, en commençant du plus simple au plus compliqué. C'est-à-dire, démarrer avec les années diplômantes et les établissements à effectifs réduits. Bien sûr, en prenant toutes les précautions possibles», explique Mohamed Errami. Evidemment, les universités ne peuvent procéder que progressivement. «Si la reprise est décrétée au plus tard fin juin, nous pourrions toujours organiser les examens et sauver ce deuxième semestre. Le scénario le plus pessimiste est celui de l'impossibilité du retour des étudiants cette année. Dans ce cas, nous devons reporter les épreuves à l'année prochaine», confie Yahia Boughaleb. Face à cette situation exceptionnelle, ministère, universités et étudiants n'ont d'autre choix que de faire preuve de flexibilité.

Des épreuves à distance? Exclues, mais...

Le premier obstacle à des examens en ligne est légal. La loi régissant l'enseignement supérieur ne prévoit pas cette option. Donc même dans les établissements à effectifs réduits, cette possibilité est exclue. «Il faudrait d'abord revoir la question sur le plan légal», insiste le président de l'université d'Agadir, Omar Halli. Elle se heurte, également, à des difficultés techniques. Tous les étudiants ne sont pas équipés en ordinateurs et en connexion internet. Cela pose donc un problème d'équité. «Pour l'instant, seul le présentiel permet d'assurer les mêmes chances à tous les étudiants»,

Tous mobilisés contre
le coronavirus

EVÈNEMENT

Examens: Les scénarios pour sauver l'année universitaire



souligne Yahia Boughaleb. Toutefois, certaines évaluations peuvent être envisagées en ligne. «Les projets de fin d'études et soutenances de mémoires de master, par exemple, pourraient s'opérer à distance. Dans certaines écoles, l'évaluation pourrait passer par des rapports et travaux à rendre, histoire de tester la créativité des étudiants, au lieu des simples connaissances», suggère Mohamed Errami. Dans les établissements à effectifs pléthoriques, ces pistes paraissent difficilement envisageables.

■ Pour limiter les déplacements, mutualiser les établissements



(Ph. L'Economiste)

La tenue des examens dépendra d'une décision concertée entre l'Éducation nationale, la Santé et l'Intérieur. Les examens impliqueront le déplacement de centaines de milliers d'étudiants, qui auront besoin de transport, de restauration et de logement. Afin de limiter ces mouvements, les 12 universités publiques prévoient de mutualiser leurs moyens. Elles envisagent aussi de faire appel aux bâtiments relevant des académies régionales de l'éducation et de la formation (Aref), notamment les lycées. Les Aref de leur côté auront la possibilité de recourir aux amphithéâtres des facultés pour les examens du bac. En gros, toutes les infrastructures seront mutualisées. L'université de Tétouan, qui chapeaute toute la région du Nord, par exemple, ne perçoit pas la nécessité de déplacer quelque 2.000 étudiants de Chaouen dans d'autres villes pour les épreuves. Elle pense à des examens in situ, via les établissements de l'Éducation nationale. Pareil pour les étudiants en économie à la faculté polydisciplinaire de Larache. Sur un effectif de 5.000, près de 3.000 sont originaires de Ksar El Kébir. Ils

pourraient ainsi passer leurs examens dans leur région. Ceux de l'ENCG de Tanger, de leur côté, originaires d'autres villes, seraient autorisés à passer les épreuves dans les ENCG de leurs villes d'origine. Divers scénarios sont actuellement à l'étude.

■ QCM, caméras de surveillance, guides... Toute une logistique!

Pour respecter les règles de distanciation (2 mètres entre chaque deux étudiants) l'examen d'un seul établissement pourrait nécessiter la mobilisation de plusieurs. Avec à chaque fois des groupes réduits dans les lieux. Les amphithéâtres de 300 places, par exemple, ne pourront accueillir que 50 étudiants. Tout doit être strictement régulé: entrée et sortie des bâtiments, circuits à suivre, équipements de protection... L'université de Tétouan prévoit même un guide du comportement des étudiants. «En temps normal, ils se partagent des stylos, calculatrices, feuilles... Avec la pandémie, c'est risqué. Il faut les sensibiliser», relève Mohamed Errami. Son université travaille même sur une «cartographie temporelle et spatiale des risques». Durant les épreuves, on pense à limiter l'usage du papier, en projetant l'examen par vidéoprojecteur sur un écran. Il serait aussi question de privilégier les QCM.

L'université de Settat, quant à elle, prépare des schémas de gestion des flux des étudiants dans chacun de ses établissements. Elle envisage également la piste des QCM à scanner et à corriger automatiquement pour certaines disciplines. L'université pense, en outre, à des caméras de surveillance dans les salles pour réduire les effectifs mobilisés. Après chaque épreuve, les lieux seront désinfectés. Cela impliquera probablement des sous-traitances avec des professionnels du nettoyage.

■ Masques, gels, thermomètres... Des stocks de sécurité

Les universités devront prendre toutes les précautions nécessaires pour limiter les risques. Elles commencent déjà à chercher des fournisseurs de gels hydroalcooliques, masques, thermomètres électroniques..., et à mettre en place des stocks. «Les étudiants devront être munis de leurs propres bavettes. Néanmoins, nous constituerons un stock de sécurité, au cas où», précise Khadija Essafi. Son université, de 42.000 étudiants, n'exclut pas de faire appel à ses chercheurs pour mettre en place des caméras thermiques. Les universités n'ont pas l'habitude de gérer ces questions. Mais en attendant la décision du gouvernement, elles ont le temps d'explorer toutes les pistes et de préparer des plans d'action. □



Ahlam NAZIH

Lundi 11 Mai 2020

ÉVÈNEMENT

«La planification de la période post-crise commence au moment de la crise...»

◆◆◆

La santé mondiale ne sera plus jamais la même après la pandémie du Covid-19. Comment un système de santé doit-il être conçu et renforcé pour être performant dans ses fonctions régulières et face aux crises sanitaires de grande ampleur? Dr Abdelali Belghiti Alaoui, auteur de la publication «Investir dans la sécurité sanitaire, maintenant plus que jamais» diffusé par le think tank marocain Policy Center for the New South, partage des réflexions et dégage les leçons à retenir.

- L'Economiste: L'expérience de Covid-19 a montré que les pays qui ont les systèmes de santé les plus solides sont aussi vulnérables face aux menaces à la sécurité sanitaire mondiale. Quelles sont les leçons à retenir? Et comment y faire face?

- Dr Abdelali Belghiti Alaoui: La pandémie du Covid-19 nous apprend que face à une crise sanitaire, tous les pays sont vulnérables quel que soit leur niveau de déve-

loppement. Et c'est la première fois que la résilience des systèmes de santé des pays développés se trouve remise en question. Il était admis qu'une crise sanitaire peut déstabiliser un système de santé et lui faire perdre ses acquis. La crise d'Ebola en est un parfait exemple pour les 3 pays qu'elle a touchés. Ce n'est pas d'ailleurs un hasard si le concept de «résilience des systèmes de santé» est né avec cette crise. La communauté mondiale a considéré que, parce que les pays à revenu faible et intermédiaire étaient dans une dynamique de croissance économique et de développement de leur système de santé, les crises sanitaires étaient perçues, pour eux, comme des menaces à la poursuite de cette croissance et de ce développement. Le Covid-19 a banni cette hypothèse et a rendu la «résilience des systèmes de santé» un concept pertinent pour tous les pays.

Dans le même sens, face à la pandémie du Covid-19, la principale difficulté pour les pays touchés est l'accès à une prise en charge en



Dr Abdelali Belghiti Alaoui: «Le Maroc a un bon système de surveillance, il est même parmi ses principaux acquis, mais il souffre d'une insuffisance dans ses plateformes de soins et dans ses ressources humaines. Mais, malgré cette insuffisance, il a su anticiper certaines décisions qui ont permis de rattraper cette faiblesse...» (Ph. Policy Center for the New South)

soins intensifs ou de réanimation en temps opportun. Nous avons vu que même les pays riches qui ont des plateformes de soins assez

développées ont vécu la même problématique. La rareté des places pour soins intensifs a même poussé certains pays à faire un triage selon l'âge pour accéder à des lits de réanimation. D'habitude, on réserve 20% des lits d'hôpitaux généraux aux situations d'afflux massif de patients et 10% de l'ensemble de leurs lits à la réanimation. Ces normes de planification devraient être revues, pour favoriser la flexibilité des lits et l'organisation de l'offre de services en unités de soins polyvalentes.

Dans les situations de crise sanitaire, trois dimensions du système de santé sont mises à rude épreuve: le système de surveillance, de détection et de diagnostic des risques de santé publique, les plateformes de soins et de prise en charge spécifique et les mécanismes de coordination et de communication. Il suffit d'une faille dans une seule dimension pour faire flancher les autres. Le Maroc a un bon système de surveillance, il est même parmi ses principaux acquis, mais

◆◆◆

- Comment voyez-vous la période post-crise?

La planification de la période post-crise commence au moment de la crise. Il est clair qu'il y a des remises en question à faire aussi bien sur notre système de santé que sur notre modèle de développement. Nous devons faire des choix sur la place que notre société doit accorder à la santé et sur les réorganisations et les investissements nouveaux qu'il faut y apporter. De belles initiatives ont été prises au cours de la gestion de cette crise, il faut les documenter et voir dans quelle mesure elles apportent ou non une valeur ajoutée à notre système de riposte. Le renforcement de l'autonomie du Maroc en matière de produits de santé de première nécessité est un souci qui était permanent au cours de cette crise. Le secteur privé avec ses différentes composantes a montré son utilité et la force de sa réactivité, comment pouvons-nous en tirer un profit permanent pour



«De belles initiatives ont été prises au cours de la gestion de cette crise, il faut les documenter et voir dans quelle mesure elles apportent ou non une valeur ajoutée à notre système de riposte...» (Ph. Bziouat) (Ph. Bziouat)

la santé. L'utilisation des TIC s'est également imposée comme levier majeur pour accompagner la gestion de la crise, c'est un progrès qu'il va falloir consolider sur le plan institutionnel.

- Le Maroc est-il sur la bonne trajectoire?

- Oui, comme je l'ai déjà mentionné. Il nous reste toutefois à gérer trois autres phases: la phase de rup-

ture de la transmission de la maladie, et pour cela la balle est dans le camp de chacun de nous, puisque la réussite dans cette phase dépend de notre discipline dans le respect des règles de protection.

La seconde étape correspond à la gestion du déconfinement et pour cela je pense qu'il faut faire confiance aux pouvoirs publics qui ont fait preuve de beaucoup d'initiatives utiles et de beaucoup d'antici-

pation. Et enfin une phase d'évaluation qui devrait mobiliser toutes les forces vives de la société pour faire le bon examen des faits et la mise à plat aussi bien de notre système de santé que de notre modèle de développement.

Dans tous les cas, il faut éviter de compter sur le temps pour nous faire oublier ce vécu riche en leçons humaines, organisationnelles, économiques et politiques. □

Tous mobilisés contre
le coronavirus

EVÈNEMENT

«La planification de la période post-crise commence au moment de la crise...»

➡➡➡

il souffre d'une insuffisance dans ses plateformes de soins et dans ses ressources humaines. Mais, malgré cette insuffisance, il a su anticiper certaines décisions qui ont permis de rattraper cette faiblesse.

- Vous mettez en cause les classifications et les modèles préétablis de conception de la résilience des systèmes de santé? Pour quelles raisons?

- Au niveau mondial, on juge la capacité d'un pays à faire face aux situations de crise sanitaire par sa satisfaction aux exigences du règlement sanitaire international (RSI). Ces exigences sont actuellement exprimées sous forme de capacités. Or la capacité ne peut se mesurer qu'en situation réelle. En plus de cette contrainte, la nature de la menace n'est généralement pas connue et il n'y a pas suffisamment de recul pour la modéliser. C'est pour cela que les mesures de capacités proposées ne sont que des hypothèses sur la base des prérequis et des expériences vécues. Ainsi, l'OMS propose un cadre de 19 capacités et 48 indicateurs, au moment où l'indice de sécurité sanitaire mondiale propose un cadre d'évaluation plus large qui repose sur 140 questions regroupées en 6 catégories.

La méthode proposée par l'OMS n'a pas encore couvert tous les pays alors que l'indice de la sécurité sanitaire mondiale a été mesuré en 2019 pour 195 pays. Le Covid-19 qui a touché presque tous les pays du monde nous donne la possibilité de tester la fiabilité de cet indice. Et c'est justement-là que nous remarquons qu'il ne reflète pas la réalité de la résilience. Les USA y sont classés premier alors qu'ils continuent à enregistrer le plus grand nombre de cas et décès après plus de 3 mois d'évolution de la pandémie.

- Que proposez-vous pour renforcer les systèmes de santé en vue de faire face aux crises sanitaires de grande ampleur?

- La complexité des systèmes de santé empêche de donner une réponse simple à cette question. La



«Face à la pandémie du Covid-19, la principale difficulté pour les pays touchés est l'accès à une prise en charge en soins intensifs ou de réanimation en temps opportun. Nous avons vu que même les pays riches qui ont des plateformes de soins assez développées ont vécu la même problématique...» (Ph. AFP)

gestion des crises sanitaires n'est pas une gestion ponctuelle ou isolée. Elle doit s'inscrire dans la dynamique globale de management du système de santé. Celui-ci ne peut pas être solide dans son fonctionnement et fragile face aux crises sanitaires et vice et versa. En fait,

il y a deux façons interdépendantes de renforcer un système de santé: renforcer son fonctionnement régulier et ses capacités à faire face aux situations de crise. Ces deux types de renforcement sont liés, c'est ce qui s'appelle le dividende de la résilience.

La première dimension de ce dividende correspond au renforcement des fondations du système de santé, c'est-à-dire ses plateformes de soins, ses ressources humaines et son financement. Nous savons qu'à ce niveau il y a beaucoup de rattrapage à faire pour permettre l'accès de tous aux soins dont ils ont besoin dans de bonnes conditions.

La seconde dimension du dividende de la résilience vise à renforcer le système de surveillance et la capacité à apprendre des événements qui correspondent à des risques de santé publique qu'ils surviennent au Maroc ou ailleurs. Cette surveillance a besoin de s'ouvrir aux réseaux régionaux et mondiaux et de mettre à profit les TIC pour être encore plus efficace. Le renforcement de la résilience du système de santé suppose également une gouvernance adaptée à ce double enjeu. □

Propos recueillis par
Fatim-Zahra TOHRY

➡➡➡

Parcours

DR Abdelali Belghiti Alaoui est consultant spécialiste de la santé publique et du développement des systèmes de santé. Il est médecin de formation et a suivi des études de maîtrise en santé publique et de doctorat en management des organisations. Il a eu une longue expérience au sein du ministère de la Santé, notamment au niveau déconcentré comme délégué provincial et au niveau de l'administration centrale, comme chef de projets, directeur central des hôpitaux et des soins ambulatoires et secrétaire général. Sur plus de 30 ans d'expérience, Dr Belghiti a eu l'occasion de coordonner de grands chantiers de réforme, comme celui de la lutte contre la mortalité maternelle et infantile, de la restructuration hospitalière, de la carte sanitaire et de la couverture médicale de base. Dr Belghiti a, par ailleurs, eu l'opportunité d'intervenir comme expert international, notamment auprès de l'OMS, l'UNFPA, de la Banque mondiale et de l'Agence de coopération internationale allemande (GIZ). □

Lundi 11 Mai 2020

ÉVÉNEMENT

FAO: Une offre mondiale de céréales satisfaisante

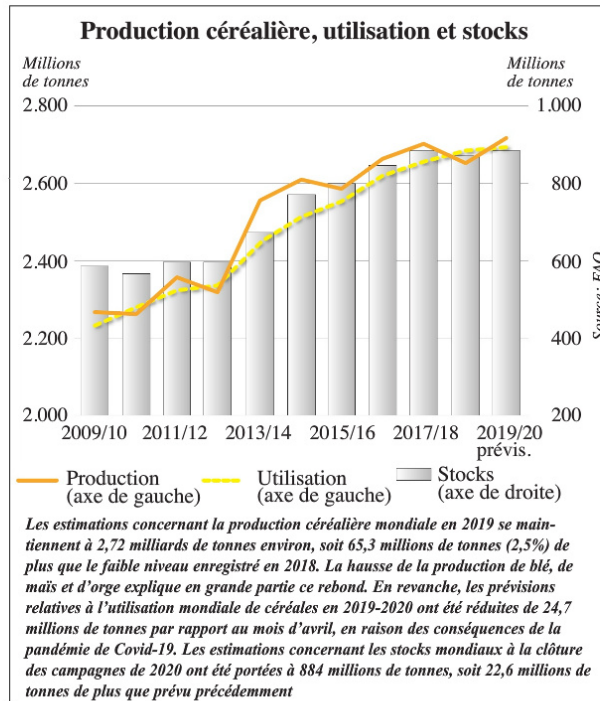
• Ceci malgré les répercussions de la pandémie de Covid-19

• Des effets sur l'offre et la demande

LES premières prévisions de la FAO sur l'offre et la demande mondiales de blé en 2020-2021 sont tombées. Il faudrait s'attendre à une offre mondiale de céréales satisfaisante malgré les répercussions de la pandémie de Covid-19 sur la croissance économique et sur les marchés de l'énergie. A noter qu'en avril, l'Indice FAO des prix des produits alimentaires (céréales, huiles végétales, produits laitiers, viande, sucre) était en baisse pour le troisième mois consécutif.

■ **Des récoltes modestes en Afrique du Nord...** Les prévisions tablent sur une production mondiale de blé d'environ 762,6 millions de tonnes cette année. Il s'agit d'un volume proche de celui de 2019 qui serait, si ces prévisions se concrétisent, le deuxième niveau le plus élevé jamais enregistré. Il faudrait prévoir des récoltes plus modestes dans l'Union européenne, en Afrique du Nord, en Ukraine et aux Etats-Unis. Mais ces diminutions seront probablement contrebalancées par les rebonds attendus de la production en Australie et au Kazakhstan, ainsi que par des récoltes plus abondantes en Russie et dans plusieurs pays d'Asie, en particulier en Inde.

■ **L'utilisation mondiale de blé:** Elle devrait stagner pendant la campagne de commercialisation



2020-2021 autour de 759,4 millions de tonnes. La hausse prévue de la consommation alimentaire faisant plus que compenser le recul attendu de l'utilisation dans les secteurs de l'alimentation animale et de l'industrie (en particulier dans l'UE, aux Etats-Unis et au Canada). Ceci essentiellement en raison de la chute de la demande qui découlera sans doute des graves contractions de l'économie imputables à la pandémie de Covid-19.

■ **Gonflement des stocks:** Les premières prévisions relatives aux

stocks mondiaux de blé à la clôture des campagnes de récolte en 2021 s'établissent à 274,5 millions de tonnes, soit une hausse de 0,6% par rapport au niveau d'ouverture.

■ **Et les échanges:** Alors que la campagne actuelle de récolte du blé (juillet 2019-juin 2020) touche à sa fin, les prévisions préliminaires concernant les échanges de blé en 2020-2021 s'établissent à 176,3 millions de tonnes. Elles sont donc en légère hausse (0,7%) par rapport au volume estimatif pour 2019-2020. Il convient néanmoins de noter que cette progression résulte avant tout de l'ajout des statistiques du commerce entre le Royaume-Uni et l'UE aux chiffres mondiaux à partir de 2020-2021.

■ **Ces pays qui achèteront plus:** Les premiers éléments à disposition laissent penser que le volume des importations restera proche de celui de 2019-2020 dans la plupart des pays. Toutefois plusieurs pays d'Afrique du Nord achèteront probablement davantage de blé pour faire face à des déficits attendus de la production intérieure, tandis que les importations en Turquie devraient baisser, en raison de perspectives de récolte plus favorables cette année. S'agissant des exportations, l'augmentation escomptée des expéditions depuis l'Australie et le Canada devraient compenser la contraction probable des exportations en provenance de

Les céréales secondaires

LES pays de l'hémisphère Sud entameront bientôt la récolte 2020 des céréales secondaires. En Amérique du Sud, les récoltes de l'Argentine et du Brésil devraient atteindre des volumes comparables aux niveaux exceptionnels de l'an passé, principalement du fait d'emblavures supérieures à la moyenne. En Afrique du Sud, un fort rebond de la production de maïs est prévu. Laquelle devrait dépasser 15 millions de tonnes et atteindre son deuxième volume le plus élevé, après un recul en 2019, imputable à la sécheresse. Dans l'hémisphère Nord, les semis de céréales secondaires sont imminents ou viennent de commencer. □

Ce serait ainsi le deuxième volume le plus élevé jamais enregistré. Ce gonflement des stocks mondiaux de blé s'explique essentiellement par une augmentation d'environ 8 millions de tonnes des stocks de blé en Chine, laquelle compense largement les baisses attendues aux Etats-Unis et en Afrique du Nord. Hors Chine, les stocks mondiaux devraient diminuer de près de 5% d'une année sur l'autre et atteindre leur niveau le plus bas depuis 2013.

l'Ukraine et de l'UE, principalement en raison d'une baisse de la production.

Pour rappel, le gouvernement marocain anticipe la crise du blé. Pour la première fois il ne décrète ni l'arrêt des importations ni le rétablissement de droits de douane pour protéger la production locale du blé tendre (cf. notre édition N°5755 du 06/05/2020). □

F.Z. T.

Les Experts
Atlantic

du lundi au vendredi
11h à 12h



Tous mobilisés contre le coronavirus

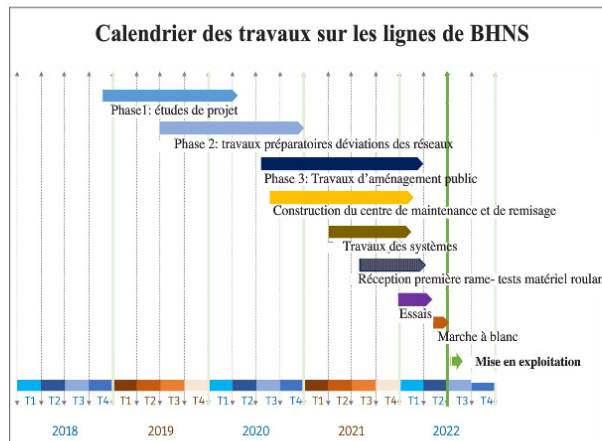
Casa-Transports relance ses chantiers

- Une série d'appels d'offres relatifs aux nouvelles lignes de tram et de BHNS

- Plateforme, matériel roulant, infrastructures...

- Des cartes sans contact pour éviter la propagation du Covid-19

CASA-Transports pré-pare l'après-confinement. Après quelques semaines de gel, la SDL en charge de la mobilité à Casablanca vient de relancer la machine avec une série d'appels d'offres relatifs aux lignes 3 et 4 du tramway et aux 2 lignes en mode BHNS (bus à haut niveau de service). Il s'agit de marchés décisifs qui vont marquer le démarrage des travaux sur les lignes à proprement dit. D'autant plus que la phase de travaux préparatoires, qui prend généralement plus de temps, est pratiquement achevée. Ces travaux préliminaires ont concerné le déplacement des réseaux souterrains d'eau, d'électricité



Source: Casa-Transports

Le calendrier des travaux sur les lignes 5 et 6 en mode BHNS est respecté, la mise en exploitation des nouveaux bus devra intervenir mi-2022. Le bus à haut niveau de service circule sur des voies réservées, ce qui permet d'offrir des performances comparables à celles du tramway

et de télécoms ainsi que les travaux de transplantation d'arbres qui se trouvent sur la future emprise de la plateforme tramway.

A l'issue de ces travaux, Casa-Transports passe aujourd'hui à la phase suivante, à savoir la sélection des prestataires pour les travaux d'infrastructures, plateforme maté-

riel roulant, études sur le réseau... Plusieurs de ces appels d'offres ont, rappelons-le, été reportés ou annulés en raison de cette période de confinement (cf. édition du 27 mars 2020). Le coût estimatif de ces chantiers s'élève à des milliards de DH. Rien que pour les travaux d'infrastructures (déclinés en 4 lots),

il faudra compter une enveloppe de plus de 1,7 milliard de DH. Sans oublier les travaux sur les plateformes et l'acquisition des rames tout aussi coûteux.

Les ouvertures des plis pour l'ensemble des appels d'offres sont prévues successivement en juin et juillet prochains. La SDL accélère donc la cadence pour rattraper le retard cumulé ces dernières semaines. Et le premier sur la liste est celui relatif à une étude pour l'élaboration du plan de circulation dans les zones d'influence des lignes 3 et 4 de tramway et des lignes 5 et 6 en mode BHNS, dont l'ouverture des plis est prévue le 16 juin. Deux semaines plus tard, ce sera autour du marché relatif à la fourniture du matériel roulant les lignes 3 et 4 du tram (30 juin 2020). Quant aux travaux d'infrastructures, ils feront l'objet d'une ouverture des plis le 7 juillet prochain.

Par ailleurs, Casa-Transports a également lancé des appels d'offres pour l'acquisition des titres de transport ou billets sans contact pour les lignes 1 et 2 du tramway. Le but étant de réduire les risques de propagation du Covid-19. □

A.E.

Rabat: Ces usines qui ont gardé le cap

- Celles opérant dans le secteur des produits alimentaires et de gaz butane

- Prestataires des hôpitaux abritant les malades Covid-19 et usines textiles aussi

POUR des raisons d'urgence sanitaire connues, l'activité de la majorité des unités industrielles de la région de Rabat-Salé-Kénitra est à l'arrêt à l'exception de quelques unités spécialisées dans les produits de première nécessité à commencer par l'alimentation. C'est le cas notamment de deux grandes unités situées au niveau de la région dont l'activité se poursuit d'une manière normale. Il s'agit de la société Dari Couspate, leader marocain dans le couscous et les pâtes alimentaires, dont le site de production est situé à Salé. La deuxième unité concerne une grande

minoterie industrielle au niveau de la préfecture Skhirat-Témara. Le même constat est valable pour les deux centres du Groupe Salam Gaz situés à Skhirat et Sidi Kacem qui assurent, entre autres, l'emplissage

également les unités industrielles de Cosumar implantées dans le Gharb.

Les autres entreprises dont l'activité est essentielle en cette période de pandémie, celle des prestataires des centres hospitaliers publics où sont

indique un responsable de la société. Pas de changement dans la cadence de l'activité de cette société, ce qui lui a permis de continuer à répondre aux services de ses clients. Il s'agit notamment du CHU de Rabat et celui de Fès ainsi que l'hôpital Moulay Abdellah de Salé. «Les vêtements et la draperie sont tout d'abord désinfectés au pied du lit des malades Covid-19 avant de les acheminer vers un local sécurisé au sein de l'hôpital. Trois jours après, nous venons les récupérer pour les traiter au niveau de notre unité avec des produits spéciaux», explique le responsable de la société de Hay Rahma.

Dans le textile, la reprise s'amorce dans la région. Deux sociétés se sont lancées dans la fabrication de masques avec une capacité de production de 20.000 unités par jour destinés en totalité au marché local. □

N.E.A.

L'exemple du groupe chinois Dicastal à Kénitra

L'ACTIVITÉ au niveau de la plateforme industrielle Atlantique Free Zone à Kénitra a été également impactée par la pandémie Covid-19. La majorité des sociétés du site étaient en arrêt provisoire à l'exception de quelques opérateurs. C'est le cas du groupe chinois Dicastal, leader mondial dans la fabrication des jantes en aluminium. L'activité de son unité à Kénitra a été maintenue en gardant la majorité de son effectif dépassant 700 personnes, précise une source proche du dossier. □

des bouteilles de gaz. Au début de la pandémie, la demande des ménages en bonbonnes de gaz a connu un accroissement dépassant les 30% par rapport à la situation normale, rappelle une source de l'usine. Sur la liste des unités résilientes, on cite

hospitalisés les malades Covid-19. Parmi elles, une blanchisserie industrielle située dans la zone industrielle de Hay Rahma à Salé. «Notre unité est spécialisée dans tout ce qui est linge hospitalier concernant notamment la draperie et les vêtements»,

FINANCES-BANQUES

Marchés des devises

Devises	Cours virement moyen de		Billets de banque 8 mai 2020	
	8 mai	7 mai	Achat	Vente
1 Euro	10,6622	10,6669	9,95360	11,5676
1 Dollar USA	9,8333	9,8923	9,18650	10,6763
1 Dollar canadien	7,0535	7,0283	6,58670	7,65490
1 Livre sterling	12,181	12,203	11,3880	13,2340
100 Couronnes danoises	142,93	142,99	133,430	155,070
100 Couronnes norvégiennes	96,358	96,652	89,6770	104,220
100 Couronnes suédoises	100,7	100,46	93,8500	109,070
1 Franc suisse	10,126	10,129	9,45540	10,9890
100 Yen japonais	9,2444	9,2833	8,63800	10,0390
1 Dinar tunisien	3,3784	3,3966	-	-
1 Rial saoudien	2,618	2,6337	2,44580	2,84240
1 Dirham Emirats A.U.	2,6772	2,6932	2,50110	2,90670
100 Ouguyas mauritaniennes	26,359	26,517	-	-

Cours croisés des devises au 8 mai 2020 à 13h20 GMT+1

Dernier échange	1 EUR €	1 USD \$	1 JPY ¥	1 GBP £	1 CHF	1 CAD \$
1 EUR €	-	0.9234	0.0087	1.1417	0.9499	0.6621
1 USD \$	1.0830	-	0.0094	1.2365	1.0287	0.7171
1 JPY ¥	115.5669	106.7100	-	131.9469	109.7727	76.5221
1 GBP £	0.8759	0.8087	0.0076	-	0.8319	0.5799
1 CHF	1.0528	0.9721	0.0091	1.2020	-	0.6971
1 CAD \$	1.5102	1.3945	0.0131	1.7243	1.4345	-

Les sigles monétaires sont normalisés ISO au niveau international. Ils sont conçus selon un mode alphabétique constitué par trois caractères. Les deux premiers servent à identifier les pays, le troisième est un indicateur dérivé de l'unité monétaire. Les principaux codes utilisés sur les marchés des changes sont: CAD: Dollar canadien; USD: Dollar américain; JPY: Yen; CHF: Franc suisse; GBP: Livre sterling; EUR: Euro.

Marchés des taux

Résultats de l'adjudication des bons du Trésor du 5 mai 2020 Règlement 11 mai

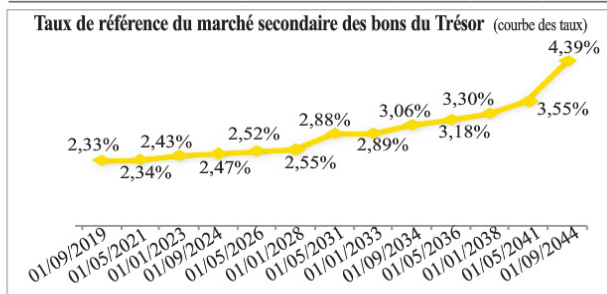
Maturité	Offres (en MDH)	Taux ou prix proposés		Retenues (en MDH)	Taux ou prix limites
		Minimum	Maximum		
13 semaines	1.073,80	2,09%	2,18%	300,00	2,10%
52 semaines (14/06/2021; 2,25%)	3.705,30	99,90%	100,00%	1.000,00	99,97%
2 ans (18/07/2022; 2,35%)	4.151,50	99,96%	100,04%	2.200,00	100,02%
20 ans	-	-	-	-	-
30 ans	-	-	-	-	-
2 ans	-	-	-	-	-
30 ans	-	-	-	-	-
Total	8.930,60			3.500,00	

Taux interbancaire J/J

Date	Taux moyen pondéré %	Encours en millions de DH
04/05/20	2,000%	4.129
05/05/20	2,000%	4.371
06/05/20	2,000%	4.336
07/05/20	2,000%	4.685
Volume moyen quotidien (en millions de DH)	3.599	

Taux de base bancaire

Court terme	7,00%
Moyen terme	7,25%
Long terme	7,50%
Crédit export	7,00%
Crédit de construction	8,25%
Taux maximum des intérêts conventionnels	14,30%



Taux créditeurs

Dépôts à 6 mois	2,82%
Dépôts à 12 mois	3,24%
Dépôts à 6 et 12 mois	-
Compte sur carnet (Taux net)	1,29%
CEN (Taux net)	1,29%

Indice CFG Bonds Au 01/11/2019

543,35

Performance depuis le 31/12/17: **4,16%**

Indice Moroccan Bond Index (MBI) Au 07/05/2020

251,43

Performance depuis le 31/12/19: **0,88%**

Calculé par BMCE Capital

Le carnet du Maroc

PIB	1007 milliards de DH	Superficie	710.850 km ²
PIB par habitant	28.663 DH	Taux de natalité	18,7‰
Part du PIB mondial	0,14%	Taux de mortalité	5,8 ‰
Solde budgétaire	-4,1% du PIB	Taux de mortalité infantile	25‰
Dette	64,7% du PIB	Taux d'inflation	1,9%
Population	35 millions d'habitants	Taux de chômage	10,2%

La Bourse de Casablanca

Volume	127.363.687,41 MAD
Marché central:	127.363.687,41 MAD
Marché de bloc:	0,00 MAD
Capitalisation:	492.856.176.358,93 MAD
Plus fortes hausses	
Lesieur Cristal	3,98%
Res. Dar Saada	3,98%
Alliances	3,98%
Plus fortes baisses	
CIH	-3,98%
LafargeHolcim Maroc	-3,96%
Ciments du Maroc	-3,93%

IAM-Paris	12,30 €
Au 8/05/2020	-0,81%

Ennakl Automobiles	9,82 DT
Au 8/05/2020	-2,96%

MASI FLOTTANT	
9.517,12	
Performance quotidienne: -1,70%	
Performance depuis le 31/12/18: -21,81%	

MADEX FLOTTANT	
7.719,15	
Performance quotidienne: -1,76%	
Performance depuis le 31/12/18: -22,18%	

FSE ALL-LIQUID	
8.138,72	
Performance quotidienne: -1,79%	
Performance depuis le 31/12/18: -22,54%	

FSE MOROCCO 15	
8.424,48	
Performance quotidienne: -1,43%	
Performance depuis le 31/12/18: -22,27%	

CFG 25	
19.648,85	
Performance quotidienne: -1,92%	
Performance depuis le 31/12/18: -22,57%	

CFG 25 F	
3.014,36	
Performance quotidienne: -1,96%	
Performance depuis le 31/12/18: -23,23%	

AWB: 6 milliards de DH de revenus au 1er trimestre

L'ARRÊT de pans entiers de l'économie et le confinement vont peser sur les performances des banques. AWB a vu son bénéfice reculer de 24% au 1er trimestre. Sur le plan commercial, le groupe affiche une hausse de 6,7% des encours de crédits. Le produit net bancaire a augmenté de 1,5% à 6 milliards de DH. □

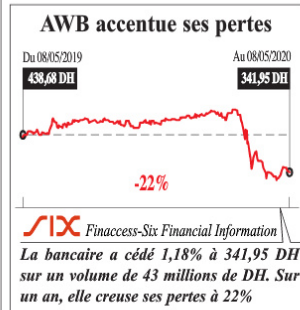
Précédent	Instrument	Cours du jour			Volume des échanges				
Date	Cours	Libellé	Ouverture	Clôture	Variation	Sens	Quantité	Volume MAD non doublé	Contrats
ACTIONS									
07/05/2020	000,00	Afma	1 001,00	1 001,00	0,10 %	+	1	1 001,00	1
03/04/2020	265,15	Afric Industries Sa	270,00	270,00	1,83 %	+	1	270,00	1
07/05/2020	639,00	Afrikaia Gaz	3 567,00	3 600,00	-1,07 %	-	742	2 658 264,00	3
07/05/2020	455,00	Agma	3 455,00	3 455,00	0,00 %	=	30	103 650,00	1
07/05/2020	34,13	Alliances	35,49	35,49	3,98 %	+	348	12 350,52	6
07/05/2020	63,74	Atlanta	63,90	63,90	0,25 %	+	300	19 170,00	4
07/05/2020	346,05	Attijariwafa Bank	343,10	341,95	-1,18 %	-	126 664	42 975 382,75	156
07/05/2020	62,00	Auto Hall	63,00	62,90	1,61 %	+	68	4 284,00	4
07/05/2020	139,00	Bank Of Africa	139,00	135,00	-2,88 %	-	1 737	238 892,60	12
06/05/2020	204,05	BCP	206,90	196,20	-3,85 %	-	27 100	5 396 789,25	77
06/05/2020	585,00	Bmci	585,00	585,00	0,00 %	=	20	11 700,00	2
07/05/2020	26,35	Cartier Saada	26,90	26,90	2,09 %	+	500	13 450,00	2
07/05/2020	430,00	Cdm	430,50	430,00	0,00 %	=	184	79 145,00	5
07/05/2020	251,00	CIH	241,25	241,00	-3,98 %	-	2 009	484 176,75	12
07/05/2020	375,00	Ciments Du Maroc	1 399,00	1 321,00	-3,93 %	-	1 760	2 328 001,00	13
07/05/2020	185,50	Cosumar	186,00	181,00	-2,43 %	-	19 874	3 620 971,80	32
07/05/2020	570,00	CTM	570,00	570,00	0,00 %	=	786	448 013,40	19
31/03/2020	260,00	Dari Couspate	3 325,00	3 325,00	1,99 %	+	2	6 650,00	1
07/05/2020	21,23	Delattre Levivier Maroc	20,81	20,81	-1,98 %	-	861	17 917,41	9
07/05/2020	30,92	Delta Holding	32,15	30,00	-2,98 %	-	3 410	102 425,75	19
07/05/2020	6,32	Douja Prom Addoha	6,57	6,57	3,96 %	+	91 957	604 157,49	21
07/05/2020	28,63	Ennakl	29,60	29,77	3,98 %	+	380	11 295,60	2
06/05/2020	170,00	Eqdom	1 170,00	1 170,00	0,00 %	=	17	19 890,00	1
07/05/2020	29,99	Ib Maroc.com	30,58	30,58	1,97 %	+	20	61,60	1
07/05/2020	92,00	Immorent Invest	92,00	90,00	-2,17 %	-	1 781	160 780,00	13
07/05/2020	116,00	Involys	118,30	120,00	3,45 %	+	10	1 191,50	2
07/05/2020	133,70	Issalat Al-maghrib	133,70	131,55	-1,61 %	-	183 023	24 107 834,55	114
07/05/2020	180,00	Jet Contractors	180,10	177,00	-1,67 %	-	2 388	426 747,10	22
07/05/2020	780,00	Label Vie	2 891,00	2 800,00	0,72 %	+	332	935 060,00	3
07/05/2020	338,00	LafargeHolcim Maroc	1 340,00	1 285,00	-3,96 %	-	8 363	10 761 748,00	38
07/05/2020	145,80	Lesieur Cristal	150,00	151,60	3,98 %	+	1 156	175 071,40	5
07/05/2020	318,55	Lydec	330,00	329,00	3,28 %	+	122	40 258,00	3
07/05/2020	407,05	M2m Group	415,00	399,05	-1,97 %	-	12	4 836,45	3
07/05/2020	467,95	Managem	484,00	461,20	-1,44 %	-	4 520	2 145 831,20	88
07/05/2020	16,38	Med Paper	16,26	16,38	0,00 %	=	63	1 023,14	5
07/05/2020	420,00	Microdata	422,00	422,00	0,48 %	+	15	6 330,00	1
07/05/2020	110,00	Miniere Touissit	1 150,00	1 100,00	-0,90 %	-	677	758 490,00	25
07/05/2020	194,00	Mutandis Sca	194,00	199,20	2,68 %	+	1 414	280 980,00	14
05/05/2020	120,00	Nexans Maroc	121,00	121,00	0,83 %	+	100	12 100,00	2
07/05/2020	31,41	Residences Dar Saada	32,66	32,66	3,98 %	+	252	8 230,32	2
07/05/2020	82,00	Risma	82,00	81,90	-0,12 %	-	1 290	105 501,50	10
07/05/2020	998,00	Saham Assurance	998,00	998,00	0,00 %	=	32	31 936,00	3
05/05/2020	620,00	Salafin	624,00	610,00	-1,61 %	-	489	298 765,00	5
07/05/2020	145,75	S.M Monetique	143,20	150,50	3,26 %	+	29	4 196,20	3
07/05/2020	494,60	Snep	494,85	485,00	-1,94 %	-	62	30 178,95	7
07/05/2020	137,00	Societe Des Boissons Du Maroc	2 075,00	2 075,00	-2,90 %	-	3 000	6 225 000,00	3
07/05/2020	172,00	Sodep-marsa Maroc	175,00	168,05	-2,30 %	-	87 396	14 867 186,75	158
07/05/2020	195,00	Sonasis	196,00	195,00	0,00 %	=	221	42 898,05	9
07/05/2020	9,98	Stokvis Nord Afrique	9,98	9,98	0,00 %	=	5	49,90	1
07/05/2020	11,82	Stroc Industrie	11,40	12,29	3,98 %	+	6	70,18	2
07/05/2020	870,00	Taqa Morocco	861,00	860,00	-1,15 %	-	4 303	3 700 729,00	10
07/05/2020	885,00	Total Maroc	905,00	875,00	-1,13 %	-	3 523	3 072 204,30	41

Fin de série pour le Masi

L'INDICE vedette du marché rompt sa série positive en cédant 1,70% vendredi à 9.517,12 points. Le baromètre des valeurs les plus liquides a cédé 1,76% à 7.719,15 points. Les indices Ftse ne font guère mieux. Certaines informations, notamment les résultats trimestriels d'Attijariwafa bank ont pesé sur la physionomie du marché. Le groupe a publié un bénéfice trimestriel en baisse de 24%. Le cours en Bourse a baissé de 1,18% alors que l'indice sectoriel a abandonné 2,15%. Au cours des dernières séances, le secteur était hors des soutiens du Masi. L'impact négatif a été plus fort vendredi. D'autres poids lourds du marché notamment les secteurs Télécoms, Assurances, Agroalimentaire, Bâtiment et matériaux de construction, Pétrole & Gaz et Electricité ont également pesé négativement sur la direction du marché. Les pertes annuelles se sont établies à 21,81% pour le Masi et 22,18% pour le Madex. La capitalisation boursière s'est fixée à 493 milliards de DH.

Le volume d'affaires s'est limité à 127 millions de DH. Attijariwafa bank a mobilisé 43 millions de DH. La bancaire a clôturé en baisse de 1,18% à 341,95 DH. Maroc Telecom a cédé 1,61% à 131,55 DH sur un montant de 24 millions de DH. Marsa Maroc s'est hissée sur le podium des valeurs les plus liquides avec 15 millions de DH. Elle a achevé la séance en baisse de 2,30% à 168,05 DH. □

F.Fa



Les Bourses étrangères

CAC 40 Au 08/05/2020 0,84%	Footsie Au 08/05/2020 1,40%
4.539,42	5.935,98
Nikkei Au 08/05/2020 2,56%	Djia Au 07/05/2020 0,89%
20.179,09	23.875,89

atlantic radio
Du lundi au vendredi, le journal de la bourse à 9h35 et 17h20. Avec la rédaction d'Atlantic Radio.

LA BOURSE
Toute l'actualité des marchés financiers

Yasmina Khadra: «Cette pandémie est une prophétie»

Tous mobilisés contre le coronavirus

Crise ou pas, Yasmina Khadra ne perd rien de son humour. La première chose qu'il ferait après le déconfinement? «La danse du ventre sur les Champs-Élysées», nous lance-t-il. L'écrivain, auteur de «Ce que le jour doit à la nuit», «L'attentat», «Les anges meurent de nos blessures», ou encore, «La dernière nuit du Raïs», se dit un «confiné nature». Il nous livre son regard sur cette crise mondiale, ses journées durant cette période de «détention consentante», mais aussi ses projets. Après nous avoir fait vivre les aventures de son dernier polar (L'outrage fait à Sarah Ikker) à Tanger, l'écrivain algérien le plus célèbre de sa génération nous plonge dans l'Algérie des années 60, avec un roman à paraître le 20 août prochain aux éditions Julliard.

- L'Economiste: Qu'évoque pour vous cette crise mondiale du coronavirus?

- Yasmina Khadra: Elle m'inspire peu de choses heureuses et nous interpelle surtout quant à la fragilité de l'espèce humaine qui n'a de cesse de se faire violence depuis la nuit des temps. Pour moi, cette pandémie est



Yasmina Khadra, écrivain: «Si la Finance a exclu l'Homme de son programme pour nous mener, finalement, à la ruine de nos âmes et de nos repères, essayons, cette fois, de mettre l'Homme au centre de l'ensemble de nos intérêts et de nos ambitions, peut-être finirions-nous par trouver enfin la voie de notre salut» (Ph. YK)

une prophétie, elle nous met en garde contre nos vanités et notre démesure. L'homme se prenait pour dieu sur terre, une terre nourricière qu'il foule au pied et martyrise avec une rare férocité et une effarante ingratitude. Que de pollution, que de vandalisme, que de déforestations outrancières, que de guerres et de menaces nucléaires. La nature ne s'entend plus vivre dans le chahut des Hommes. En particulier, ces dernières années où tout se radi-

calise, du féminisme au syndicalisme, de la démocratie aux idéologies. Le racisme explose, le fanatisme exulte et la bêtise se veut une révolution. Eh bien, voilà, un virus invisible à l'œil nu, jusque-là insoupçonnable, se déclare sans crier gare et met l'Humanité entière aux arrêts. C'est dire combien nous sommes si peu de choses, en dépit de nos prouesses scientifiques et intellectuelles. Ça donne à réfléchir, n'est-ce pas? Personnellement,

je trouve que c'est une bonne chose qu'un microbe de basse envergure nous cloue le bec. Il était temps que Dame Nature nous rappelle à l'ordre.

- Votre plume peut-elle s'inspirer d'un tel évènement?

- J'espère que non. Les lecteurs attendent le déconfinement mental avant le physique. C'est un énorme traumatisme qui nous frappe. Nous avons besoin de rêver après un tel cauchemar.

- Un écrivain peut-il vivre en confinement?

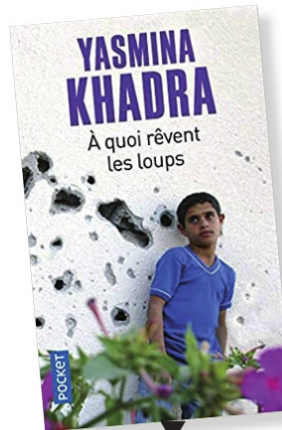
- L'écrivain, à l'instar de l'artiste, est un confiné naturel. Il s'exile dans sa bulle et se livre corps et âme à ses inspirations. Personnellement, je suis habitué à cette détention consentante, sauf qu'avec le Covid-19, je ne peux plus sortir au soleil me dégourdir les jambes et l'esprit, ni aller m'offrir un bon café à la brasserie du coin encore moins retrouver mes amis. Je passe mes journées collé à la vitre, à regarder le beau temps me faire un pied de nez. Sinon, je peaufine mon dernier roman, m'use les yeux dans un bouquin ou somnole en regardant une série barbante à la télé.

Les écrits de jeunesse

VILIPENDÉS par le journal Le Monde, les premiers écrits de Yasmina Khadra montrent la guerre civile de son pays. Il s'en expliquera dans le plus époustouflant, le plus beau des textes «L'Ecrivain». Un texte qu'il devrait étudier en littérature française à l'école. □



Un faux polar, sur les horreurs de la guerre civile algérienne. Référence au serment des gladiateurs de Rome «Morituri te salutant»: les morts te saluent (César). C'est son premier ouvrage. Mais il sait déjà décrire la complexité des sentiments, des actes et des situations



Les islamistes recrutent des jeunes en leur disant que leur vie a du sens: mourir. L'auteur a été accusé, en France, de soutenir la cause des gouvernements et de l'armée, contre les «révolutionnaires». Impossible à trouver, sauf sur Kindle



L'enfant du douar revient fanatisé. Résultat: «de printemps n'éveillera plus ni les bêtes ni les hommes». Uniquement sur Kindle ou chez les bouquinistes. Et il ne faudrait pas oublier «La dernière nuit du Raïs». Entre coma et éveil, une douloureuse réflexion sur le pouvoir et la mort. Le lecteur entre dans la tête de Kadhaï

Lundi 11 Mai 2020

Tous mobilisés contre
le coronavirus

L'ECONOMISTE

SOCIÉTÉ

Yasmina Khadra: «Cette pandémie est une prophétie»

◆◆◆

- Quelle est la première chose que vous feriez après cette crise?

- J'irai faire la danse du ventre sur les Champs-Élysées... Sérieusement, je vais voir des amis et j'inviterai chez moi les êtres qui me sont chers et qui m'ont atrocement manqué.

- Pour vous, y aurait-il un avant et un après-coronavirus?

- Sans doute. Une nouvelle ère est amorcée, mais j'ignore ce qu'elle nous réserve. Je voudrais, après cette débâcle plurielle sans précédent, que nous puissions réaliser combien le facteur humain est précieux et que l'on érige nos projets de société autour de lui. Si la Finance a exclu l'Homme de son programme pour nous mener, finalement, à la ruine de nos âmes et de nos repères, essayons, cette fois, de mettre l'Homme au centre de l'ensemble de nos intérêts et de nos ambitions, peut-être finirions-nous par trouver enfin la voie de notre salut.

Algérie: Être ou disparaître!

- Que pensez-vous de l'Algérie d'aujourd'hui, de sa jeunesse à la fois rêveuse et révoltée?

- L'Algérie est en train de renaître au forceps. Forcément, ça préoccupe. Mais, je reste persuadé qu'elle accouchera d'une aube digne de ses sacrifices. Notre jeunesse le sait. Elle s'éveille enfin à ses responsabilités et aux tâches sacrées qui lui incombent: Être ou disparaître. Un jour, et c'est mon plus grand rêve, les frontières sauteront pour que le Maghreb jaillisse à la lumière de ses prières et de ses aspirations. Ce jour-là, nous pourrions dire que nous sommes enfin libres et regarder nos morts dans les yeux sans rougir. □



Ph. AFP

- La politique, une parenthèse dans la vie de Yasmina Khadra?

- La politique politicienne est une chose qui m'horripile et me désole. Elle est surtout du sable mouvant pour les idéalistes et les gens de bonne volonté. Je crois que je suis plus utile à mon peuple en tant qu'écrivain. J'essaie de convaincre avec des mots, avec des idées, avec des vœux pieux parfois, mais avec du cœur. La vraie carrière, ce n'est pas ce qu'on récolte, mais ce qu'on laisse derrière soi.

- Votre dernier polar avait pour scène Tanger, où sera le prochain?

- Mon prochain roman revient en Algérie des années 1960, juste après l'Indépendance. C'est l'histoire d'un instituteur que son épouse abandonne et qui choisit la clochardisation pour tenter de semer ses vieux démons. Un roman idéal pour le déconfinement. Il sortira le 20 août aux éditions Julliard. □

Propos recueillis par Ahlam NAZIH

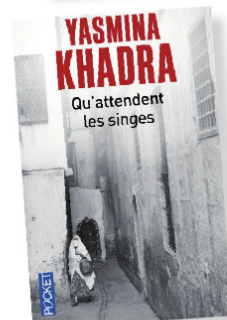
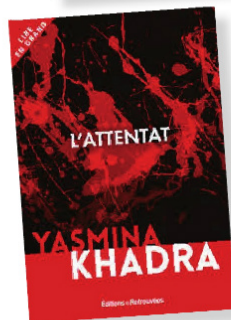
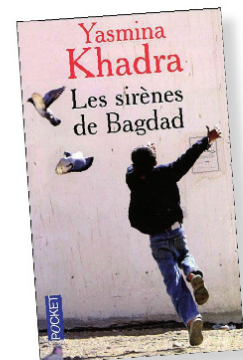
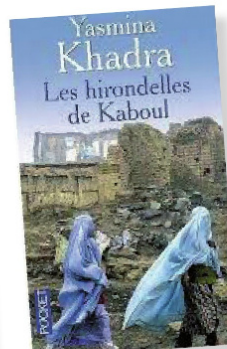
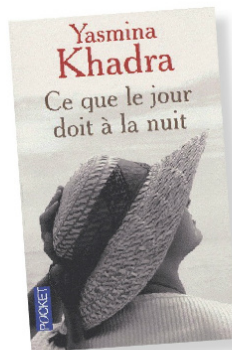
Un auteur inclassable...

AUTEUR d'une trentaine d'ouvrages, Yasmina Khadra est traduit et publié dans une cinquantaine de pays. C'est en 1997 que Mohammed Moulessehoul adopte définitivement le pseudonyme de Yasmina Khadra, lors de la sortie de son livre «Morituri», qui le fait connaître du grand public.

Ses différents romans rencontrent de très grands succès à travers le monde. Par exemple, «L'Attentat» a été retenu par les jurys du Goncourt et du Renaudot en 2005. «Ce que le jour doit à la nuit» a été élu meilleur livre de l'année 2008 par le magazine Lire et a reçu le prix France Télévisions. Adaptés au cinéma, au théâtre (en Amérique latine, en Afrique et en Europe) et en bandes dessinées, les ouvrages de Yasmina Khadra sont traduits en une cinquantaine de langues.

Plus récemment, c'est le roman Khalil (2018) qui a attiré l'attention, relatant les attentats de Paris, en novembre 2015, à travers les yeux de Khalil, kamikaze. En 2011, l'Académie française a décerné à Yasmina Khadra le Grand prix de Littérature Henri Gal, Prix de l'Institut de France, pour l'ensemble de son œuvre.

C'est la deuxième fois que le romancier est récompensé par cette institution qui lui avait déjà décerné, en 2001, la médaille de Vermeil. □



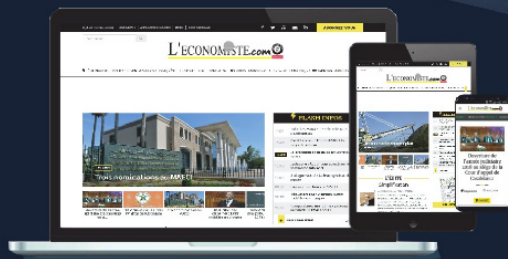
Lundi 11 Mai 2020

L'ECONOMISTE

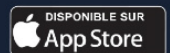
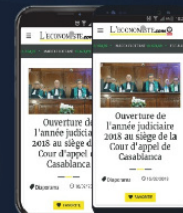


LA RÉFÉRENCE AU QUOTIDIEN

DANS CHAQUE STRATÉGIE, DE BONNES INFORMATIONS



www.leconomiste.com



Tous mobilisés contre
le coronavirus

SOCIÉTÉ

Botola Pro: Toujours pas de reprise en vue

- La FRMF élabore des scénarios mais attend le feu vert des autorités

- Baisse des salaires du staff technique de la sélection nationale

REPRENDRA ou reprendra pas? Le flou plane toujours sur la reprise du championnat marocain de football alors que d'autres compétitions comme la Bundesliga (championnat allemand) a repris le week-end dernier et la liga (championnat espagnol) reprendra à partir du 12 juin, évidemment sous des conditions très strictes

Nouvelles règles pour les transferts

LA FIFA par le biais d'un courrier envoyé à la FRMF au sujet des contrats liant les clubs aux joueurs et entraîneurs autorise les clubs d'ouvrir les négociations avec leurs joueurs et entraîneurs en vue de baisser leurs salaires. L'élaboration d'une vision collective incluant les clubs professionnels en concertation avec les représentants des joueurs et clubs pour la réduction de la masse salariale devient une nécessité pour Faouzi Lakjaa, président de la FRMF.

Par cette même correspondance, le marché des transferts de la période estivale a été élargi jusqu'à la fin de la saison sportive pour désormais s'étaler sur douze semaines. □

(rencontres à huis clos, possibilité de convoquer jusqu'à 23 joueurs, effectuer jusqu'à 5 changements, deux pauses pour hydratation...). Le comité directeur de la Fédération royale marocaine de football (FRMF) qui a justement tenu jeudi dernier une réunion par visioconférence consacrée à l'examen de la situation du football national suite à la propagation de la pandémie du Covid-19 a formé une commission d'étudier les solutions



Le comité directeur de la Fédération royale marocaine de football (FRMF) s'est réuni jeudi dernier par vidéoconférence pour décider de la reprise ou pas du championnat. Mais cela dépend de l'aval des autorités (Ph. FRMF)

année blanche si le feu vert des autorités n'est pas accordé ou arrêter la saison en figeant le classement actuel comme ce qui a été fait pour le championnat français.

En attendant, la FRMF a pris une série de décisions pour tenter de contenir les effets du coronavirus. C'est ainsi que la plus haute instance du football national a versé la troisième tranche de la subvention réservée aux clubs avant la date prévue dans l'objectif de répondre aux attentes des joueurs et entraîneurs. De plus, le comité directeur de la FRMF a décidé d'un plan d'aide aux arbitres dont 95% n'ont plus de revenus en leur accordant une aide de 6.000 DH, soit 2.000 DH par mois pour le compte de mars, avril et mai 2020.



Ce n'est pas pour demain que l'on pourra revoir de telles scènes de liesse dans les tribunes de nos terrains de football tant que la pandémie du coronavirus n'a pas été endiguée (Ph. Jarfi)

réalistes pour la reprise de l'activité footballistique au Royaume.

Cette commission qui est présidée par le vice-président de la FRMF, Hamza El Hajoui et composée des présidents de la LNFP et la LNFA et des représentants des commissions médicales a entamé ses travaux et réunions depuis la fin de la semaine dernière. En perspective «l'élaboration d'une vision globale en respect

des aspects techniques et mesures sanitaires de la pratique footballistique». Une chose est sûre, la reprise dépendra du feu vert des autorités publiques compétentes. En tout cas si reprise il y a, l'idéal serait qu'elle intervienne à partir du 15 juin compte tenu du nombre de matchs restant à disputer à la Botola Pro. Sinon, la saison pourrait être compromise. Cependant il existe deux scénarios possibles: décréter une

Parallèlement, la Fédération a proposé une réduction des salaires, dans une approche participative, de la direction technique nationale, des cadres techniques de la sélection nationale «A». Tous les entraîneurs (Wahid Halilhodzic et ses adjoints compris) ont accepté de réduire leurs salaires (entre 20 et 50%). □

Moulay Ahmed BELGHITI

Lundi 11 Mai 2020

FEUILLETON DU RAMADAN

«L'intrication de Malabar»

Episode 10: «Un mouchoir à 10.000 euros»

Dans l'épisode précédent

JE n'ai jamais autant appris de ma vie que durant ces 3 ans. Il m'a appris à comprendre les gens. Il m'a appris à devenir invisible devant des milliers de personnes qui occultent ce qu'ils pensent être de la misère. Il m'a appris à profiter de chacun des instants de ma vie, à m'étonner devant le bourdonnement d'une abeille, à voir le monde avec des yeux que je n'avais pas. Il m'a appris à contrôler mes peurs et mes angoisses, celles que la société m'a infligé en me mettant à la rue... □

Chapitre 6

Bernard descendit du taxi. La station de ski du Semnoz n'avait pas encore connu les affres du marketing et du show off. C'était une petite station de montagne, coquette, mais sans frime, où les remontées-pentes, les locations de ski et la petite buvette étaient bien moins chers qu'ailleurs. Elle n'attirait souvent que la population de la ville d'en bas, Annecy. Bernard paya la course et marcha vers le chalet de location. Il évita les plaques de verglas qui parsemaient le bord de route. Il poussa la porte et se fraya un chemin dans la file d'attente des clients qui attendaient qu'on leur ajuste leurs chaussures sur les skis de location.

- Où pourrais-je trouver Irwan? Demanda-t-il au caissier. Celui-ci leva la main pour montrer un gailard de deux mètres aux épaules carrées. Bernard se dirigea vers lui.

- Irwan?

- Oui? Grommela le géant.

- J'ai vos étrennes! Bernard ouvrit sa veste et sortit de sa poche intérieure une liasse de billets.

- Je ne comprends pas, dit Irwan en se raclant la gorge.

- Cet argent est pour vous si vous me donnez des infos pour m'aider à retrouver quelqu'un. Ça vous prendra 5 minutes. Peut-on trouver un endroit tranquille?

- Suivez-moi, répondit Irwan qui s'ouvrit un chemin dans le tumulte des vacanciers qui titubaient avec leurs grosses chaussures inconfor-

tables de ski. Il ouvrit une porte en bois menant à un débarras où l'on stockait le matériel, rangé par tailles. Le géant s'assit sur une table d'affûtage.

Bernard sortit une photo.

- Lui, je le cherche, dit-il.

- Wow, répondit Irwan, il a drôlement changé depuis. Votre photo date d'au moins cinq ans non? La dernière fois que je l'ai vu c'était il y a 3 ans. À part les yeux, il est méconnaissable.

- Il a changé 3 ou 4 fois de tête pour échapper à ceux qui le poursuivent, lâcha Bernard.

- Tout le monde a perdu sa trace à l'aéroport d'Ankara et moi j'y ai perdu mes coéquipiers. Tous morts. J'en ai réchappé avec ça en prime. Il releva son t-shirt Oxbow pour montrer une vilaine cicatrice placée sous le sternum. On ne nous a pas ratés. Des pros, sûrement des militaires de je ne sais quel pays. De toutes manières, quel pays ne voulait pas l'avoir?

- Je peux voir l'argent?

Bernard lui tendit l'enveloppe.

- Pas mal... mais je ne comprends pas. En 3 ans j'ai été kidnappé, puis libéré, j'ai ensuite dû avoir tous les services de renseignements de la planète sur mon dos pour leur répéter la même chose. Vous c'est quoi? La CIA? Le Mossad? Je leur ai déjà parlé vingt fois... Mais bon, si vous avez de l'argent à perdre, je suis preneur. Depuis qu'on a perdu notre client, plus personne ne veut

travailler avec moi pour assurer sa protection de toutes façons. Quand on perd un client, c'est la fin du business. Et faire videur de boîte de nuit, ce n'est pas pour moi.

- Irwan, je suis un privé. J'ai été flic à New York dans le passé et instructeur à Quantico.

- Un ancien du FBI?

- Oui, mais maintenant, je représente des scientifiques. Je ne suis pas militaire, ni espion. J'ai besoin de le retrouver d'urgence, personne n'a idée de l'importance de cela. Bref, rappelez-vous, un détail a dû échapper aux enquêteurs...

- J'ai passé trois années entières avec le client. On a fait plusieurs fois le tour de la planète. Il n'y a aucun labo - même secret - que l'on n'ait pas fait. Il a usé plus d'une dizaine de passeports de pays différents, de noms, de look, et même

nationalité. Personne n'y regardait de près, le gars les impressionnait trop par son intelligence.

Il a ensuite intégré une université de troisième zone dans l'Illinois, pour un doctorat en physique quantique, son prof de physique a failli faire une syncope lorsqu'il l'a vu s'amuser et jongler avec l'équation de Schrödinger. Je n'y connais rien à leurs trucs de scientifiques, mais le chef de la sécurité m'avait raconté qu'il avait réussi un tour de force qui ferait ravalier mille fois à Einstein sa célèbre phrase «Dieu ne joue pas aux dés». Ensuite tout s'est enchaîné très vite. MIT puis de centres de recherches en centres de recherches. Puis il s'est enfermé chez lui durant 7 ans, on pense qu'il a péti une durite et il est ressorti tel Moïse qui redescend de sa montagne avec les tables.



de langues différentes. Durant ses recherches, il disparaissait durant des semaines entières, pour revenir comme abasourdi. On avait pour instruction de ne jamais rentrer dans les labos quand il y était. M'enfin, une semaine sans provisions, enfermé dans un labo, c'est hard.

- Il était de quelle origine?

- Impossible de savoir, comme je vous l'ai dit, je l'ai entendu parler des dizaines de langues. Son visage est tellement commun.

D'après ce que j'ai compris, il est arrivé aux Etats-Unis sous un faux nom comme beaucoup de migrants illégaux. Fausse carte d'identité, mais vrai cerveau de génie.

- Avant cela il avait démarré en France dans un centre de recherche du CNRS. Pareil, faux nom, fausse

- Oui, c'est ce qu'on m'a dit, mais pour finir tout le monde le recherche, mort pour certains, vif pour d'autres.

- Ils ont bien failli y arriver...

- Lors de l'attaque en Turquie, qui vous dit qu'il n'est pas mort?

- J'étais blessé, mais je l'ai vu rentrer dans un local technique.

Les assaillants l'ont poursuivi et j'ai entendu gueuler parce qu'il avait disparu.

- Disparu?

- Volatilisé.

- Mm... Fit Bernard peu convaincu avant de rajouter: Il y a bien un détail qui pourrait nous aider? Quelque chose de spécifique?

- Pas de tatouage, pas de signe religieux, pas de disposition particulière à l'alcool, aux drogues...

Amine Jamaï

Amine Jamaï dirige un cabinet conseil en stratégie et management à Casablanca. Auteur de trois premiers romans, «Les ombres» 2016, «Arab-mageddon» 2017 et «Conspiration à Alger» 2018, L'intrication de Malabar est son quatrième roman.



Lundi 11 Mai 2020

Episode 10: «Un mouchoir à 10.000 euros»

- Rien? Pas la moindre petite cicatrice?

- Non, à part une trace au bras, vous savez, ce genre de trace que laissait le vaccin du BCG ou de la variole.

- Toutes les personnes de plus de 40 ans ont cela. Ça ne nous aide pas.

- J'ai rien d'autre. C'est, ou c'était, un gars bien.

- Qu'est-ce qui vous fait dire ça?

- Quand j'ai reçu ma balle dans le bide, il était à côté. Au lieu de s'enfuir vite fait, il m'a regardé. Il se sentait probablement coupable de la mort de mes camarades et de la balle que j'avais prise. Il m'a regardé, et je lisais la sensation d'impuissance dans son regard. Ensuite, cela est sans doute ridicule, mais il m'a tendu un mouchoir pour m'aider à arrêter le sang qui pissait. Ridicule, mais noble vu l'instant. C'est un gars décalé, vous ne pouvez pas comprendre.

Un avant-goût...

L'INTRICATION DE MALABAR



ROMAN

Amine Jamal
Sortie nationale Avril 2020

Il est l'ultime espoir de l'humanité

«Dans la campagne profonde d'Azrou, un brillant jeune homme quitte sa modeste maison familiale pour aller à l'aventure porté par des rêves de lendemains meilleurs.

Le sort et cette foutue chance lui jouent des tours et le conduisent à la rencontre de deux clochards miséreux, hauts en couleurs.

Contre toute attente, leur galère se transforme en une synergie lumineuse, qui pourrait bien changer le cours de l'histoire.

Mais ce serait sans compter sur d'obscurs services étrangers...»

Bernard réfléchissait. Irwan continua à décrire la scène de chaos qui suivait, puis son kidnapping de l'hôpital d'Ankara alors qu'on venait de l'opérer, l'année de captivité qui s'ensuivit... mais Bernard ne l'écoutait plus.

- Un mouchoir?

- Oui?

- Le mouchoir qu'il vous a donné...

- Oui, je l'ai gardé. D'ailleurs, ça me permet de me rappeler que je reviens de loin.

Les yeux de Bernard s'illuminèrent:

- Votre mouchoir contre 10.000 euros supplémentaire?

- Vendu! cria Irwan.

*Episode 11:
«Le Toungouka»*

L'ECONOMISTE.com



LE PLUS GRAND SITE D'INFORMATION AU MAROC



Toute l'actualité liée au coronavirus en continu chaque jour sur le site web et l'appli mobile



TÉLÉCHARGEZ VOTRE APPLICATION MOBILE !



Suivez-nous sur :



La référence à chaque instant

Lundi 11 Mai 2020

OPINIONS & DÉBATS

La pandémie: Contraintes et opportunités

Par Me Salah-Eddine CHENGUITI



Me Salah-Eddine Chenguiti est chercheur en science politique

EN parcourant «Le Monde» du 12 avril 2020, j'ai été interpellé par un article où l'économiste Thomas Piketty se demandait si la crise de Covid-19 «allait précipiter la fin de la mondialisation marchande et l'émergence d'un modèle de développement plus équitable (...). Cette question m'a inéluctablement renvoyée vers le discours du Roi Mohammed VI, prononcé à l'occasion du 66e anniversaire de la Révolution du Roi et du Peuple et dans lequel il dit: «Nous aspirons à un modèle de développement authentiquement marocain».

En insistant sur la nécessité de se doter d'un nouveau modèle de développement, le Roi Mohammed VI proclamait devant le Parlement, en octobre 2018, l'ouverture d'une réflexion «d'envergure nationale», ajoutant que le modèle marocain ne permettait plus, «de répondre aux demandes et

aux besoins croissants des citoyens; ni de réduire les inégalités sociales et les disparités spatiales». L'urgence absolue consistait alors à initier une réflexion centrée sur des grands axes tels que la formation, le monde rural et la classe moyenne.

Avec l'arrivée du coronavirus au Maroc et tout ce que cela a induit comme mesures d'urgence à prendre, nous assistons à des problèmes d'ordre écologique, économique, politique et financier. Et pour la première fois, nous nous retrouvons face à une crise à laquelle personne n'était préparé.

Mais revenons en 2018, notre Souverain avait déjà tracé les perspectives

Un travail en vue de «permettre à notre pays d'aborder l'avenir avec plus de sérénité et d'assurance». On peut ainsi dire que le discours royal du 20 août identifiait comme urgence nationale, une redistribution équitable des fruits de développement. Laquelle perspective passerait inmanquablement par une économie plus soutenue.

Si la pandémie a accumulé beaucoup de tensions, nous voilà à un tournant décisif de l'histoire de notre pays. L'œuvre de développement avancée par le Roi Mohammed VI est d'instaurer une assise solide pour un nouveau contrat social. Et le plus frappant dans cette vision d'ensemble, c'est la place centrale réservée à la classe moyenne

goûté à ce qui est vraiment essentiel. Cet exercice d'humilité et d'autolimitation, capital pour la suite de l'histoire, doit servir à donner un nouveau souffle à notre pays. En effet, cette crise se doit de déclencher une réflexion sismique. Nous devons assurer une continuité des moyens d'existence de la population qui demande des politiques publiques coordonnées et capables. Mais nous devons également retrouver plus d'autonomie à toutes les échelles (individuelles, locales et nationales). L'enjeu sera en premier lieu, politique.

C'est pourquoi le Roi Mohammed VI a appelé dans son discours à «la conception d'un nouveau modèle de développement». Ce modèle «doit être conçu selon une approche participative, incluant l'ensemble des composantes du pays, comme l'ont été d'autres chantiers d'importance stratégique, à savoir la réforme de la Constitution ou encore le projet de la régionalisation avancée». Que ce soit dans l'accès aux services sociaux, l'emploi, les revenus ou les richesses, ce modèle doit être reconsidéré dans le sens du renforcement de l'équité et de l'égalité, principalement aux jeunes et aux femmes qui sont l'avenir de notre pays.

Avec la mise en place du confinement et en l'absence d'un revenu minimal, les plus démunis devront rapidement sortir chercher du travail, ce qui aura pour conséquence de relancer l'épidémie. Pour éviter cela, nous aurons besoin d'un État qui veille à l'amélioration des conditions de vie de ses citoyens et à la réduction des inégalités toujours persistantes, et ce, malgré les progrès enregistrés par le Royaume ces dernières années. Le déblocage d'indemnités en faveur des familles en difficultés depuis le début du confinement ou le report des charges pour venir en aide aux PME, etc. sont autant de gestes qu'il convient de saluer. Cependant, nous allons bientôt retrouver les découverts bancaires et les dettes de loyers. Les minima sociaux sont encore insuffisants et au moindre souci, nous assisterons à un naufrage. Nous devons donc nous projeter en élaborant des dispositions pour disposer de ressources budgétaires en faveur des personnes au bas de l'échelle des revenus.□

Maintenir les acquis et se projeter dans l'avenir

Si des propositions dans le sens d'entraides et soutiens sociaux sont faites, des décisions devront être prises qui concourront à soutenir la consommation dans l'activité des entreprises, toutes tailles confondues. Nous sommes en territoire inconnu. Nous avons besoin d'être proactifs, anticipatifs à mesure que nous apprenons davantage sur l'ampleur de la crise.

Aujourd'hui, notre principal combat est le maintien de nos acquis en matière de développement tout en se projetant dans une force de propositions et de prospections qui mène à assurer pour tout un chacun une vie digne et un progrès continu de notre pays.□

de la mise en œuvre optimale d'un modèle porteur de remèdes aux maux dont souffre le pays. Il avait anticipé, en confiant à la commission spéciale, une triple mission de «réajustement», «d'anticipation» et de «prospectives».

en tant que soubassement solide dans l'édifice social qu'il convient de fortifier.

Grâce aux mesures prises, le corps social marocain est encore vivant mais pour éviter une crise sociale et politique majeure, les décideurs du secteur privé, les formations politiques, les syndicats et les associations doivent rapidement réagir. Avec la mise en place du confinement qui se traduit aujourd'hui par un arrêt général des activités, la crise du Covid-19 nous a imposé des mesures restrictives comme moyens de survie. Elle nous a appris à réduire nos besoins, prendre soin des autres et réapprendre le sens du partage. Une prise de conscience collective sur la nécessité de faire évoluer les mentalités rationnelles, modernistes et ouvertes qui font obstruction à la réalisation du développement global.

Le confinement doit être une expérience très importante de renoncement, quand viendra le déconfinement, nous aurons tous, autant que nous sommes,

LES GRANDES SIGNATURES SONT DANS L'ECONOMISTE

Personnalités du monde de la finance,
des affaires et de la politique
Éminents chercheurs,
penseurs et universitaires

livrent tous les jours leur analyse du monde

L'ECONOMISTE

LA RÉFÉRENCE
AU QUOTIDIEN

Lundi 11 Mai 2020

Tous mobilisés contre
le coronavirus

Tous mobilisés contre
le coronavirus

L'ECONOMISTE

POLITIQUE

Les politiques à l'épreuve du Covid-19

- Des partis de la majorité ont tenté d'exploiter le Covid-19 pour des visées électoralistes
- L'organisation parlementaire durant la pandémie critiquée
- Absence de réactivité des collectivités territoriales

LES partis politiques pendant et après la pandémie du Covid-19, tel a été le thème d'une actualité brûlante de la récente table ronde, organisée par visioconférence par le Centre global d'études et de recherches. Outre deux députés, le tour de table comportait des académiciens et des enseignants en science politique et en droit constitutionnel. Au cours du débat qui aura duré près de trois heures, les hommes politiques ont parfois perdu leur sang-froid, lorsque par exemple l'un des chercheurs a comparé les parlementaires aux blouses blanches et personnels de propreté dans les hôpitaux qui bravent quotidiennement le virus et la maladie tous les jours, en allant travailler, alors que les élus de la nation restent dans le confort de leurs maisons. L'allusion est faite à l'organisation du Parlement pendant la période de l'état d'urgence sanitaire, qui a limité la présence à un ou deux membres du groupe parlementaire. En outre, le système de vote n'est pas passé inaperçu. Car



Le dispositif exceptionnel de fonctionnement mis en place au Parlement en cette période de crise sanitaire est pointé du doigt par des juristes présents au débat. De même, les participants ont énuméré les multiples faiblesses de la part des partis politiques constatées au cours de cette période de confinement (Ph. MAP)

■ Nervosité

UNE telle affirmation n'allait pas laisser les politiques sans réactions. D'abord, Noureddine Médiane, chef du groupe parlementaire de l'Istiqlal dans la Chambre des représentants, a conseillé aux professeurs de «revenir dans les amphithéâtres des facultés». Un signe de nervosité qui a été vite dissipé, en rappelant que «le rôle des politiques est d'encadrer les citoyens et être présents à leurs côtés dans les souffrances, particulièrement de ceux qui sont dans la précarité. Pour lui, «les collectivités territoriales ont adhéré à la recette des paniers, car c'est un travail partisan». Ensuite, Jamal Bencheikroun, député du PPS, n'était visiblement pas content des observations de ces académiciens sans appartenance politique. Il a toutefois appelé à faire la distinction entre les différents partis qui composent l'échiquier politique. Pour lui, c'est naturel de travailler pour convaincre les citoyens à voter en faveur de son parti. Il a par ailleurs reproché aux académiciens de ne pas adresser leurs recommandations et leurs propositions aux partis politiques. Un des enseignants lui a retourné la politesse, en lui rappelant que c'est aux partis de prendre l'initiative en s'adressant aux académiciens. □

le fait qu'un député présent vote pour lui et pour 40 ou plus de son groupe parlementaire alors qu'ils sont absents, a été critiqué. Surtout que le règlement intérieur des deux Chambres du Parlement ne prévoit pas de situation exceptionnelle. Du coup, le travail est qualifié d'anti-constitutionnel. Cette affirmation du politologue Abderrahim Manar Slimi qui «ne vise pas l'ouverture de la session du printemps mais le mode d'emploi choisi. Il y avait d'autres solutions sur la table», précise-t-il.

Tout en rappelant que le multipartisme, avec des partis forts et organisés, était vital pour le développement de la démocratie, les enseignants ont énuméré les multiples faiblesses constatées au cours de cette période de confinement. Pour convaincre, le Pr. Abderrahim Manar Slimi a cité l'exemple de partis de la majorité qui ont cherché à politiser le coronavirus pour l'exploiter à des fins électoralistes. Ainsi, ils ont ouvert leurs locaux, et commencé à les doter de paniers de produits alimentaires de base. Objectif: donner des aides à la population dans le besoin. Ce qui a inquiété les autorités qui ont repris les choses en main. Pour lui, deux étapes distinguent le comportement des partis au cours de la pandémie. Lors de la première phase, ils étaient totalement absents de la scène. Au cours de la seconde, les responsables ont commencé à sortir mais avec une arrière-pensée électoraliste. □

■ Quid des prochaines élections?

LA possibilité d'un report de ces échéances a été soulevée. L'Istiqlal exclut cette éventualité. Pour Noureddine Médiane, après la pandémie, les partis politiques devront s'impliquer dans la préparation des élections. 2021 est une année électorale par excellence. Le calendrier prévoit l'organisation des échéances communales, régionales et législatives, sans parler de celles des chambres professionnelles. Le chef de file des députés istiqaliens pense qu'elles «auront lieu selon l'agenda arrêté. En plus, une année est suffisante pour boucler ce chantier et adopter tous les projets de loi nécessaires». D'ailleurs, les concertations autour de cette question avaient démarré avant le Covid-19, à travers une réunion du chef du gouvernement avec les partis politiques, a-t-il rappelé. □



(Ph. L'Economiste)

■ Peu d'initiatives des collectivités territoriales

L'UN des points abordé lors du débat réside dans l'absence de réactivité des collectivités territoriales. En effet, sur le terrain, ceux qui étaient sur les lignes de front sont les médecins, les agents d'autorité et les forces auxiliaires. Les membres des conseils municipaux ont brillé par leur absence. Ainsi, le politologue Abderrahim El Allam a soulevé le problème des étudiants bloqués dans les villes universitaires et qui n'ont rien à manger. «Pourquoi les collectivités territoriales ne prennent pas d'initiatives en direction de cette population, particulièrement pendant le mois de Ramadan», s'est-il interrogé. Idem pour ces voyageurs à pied qui n'ont ni le couvert ni le gîte. □



(Ph. L'Economiste)

M.C.

Lundi 11 Mai 2020

Tous mobilisés contre
le coronavirus

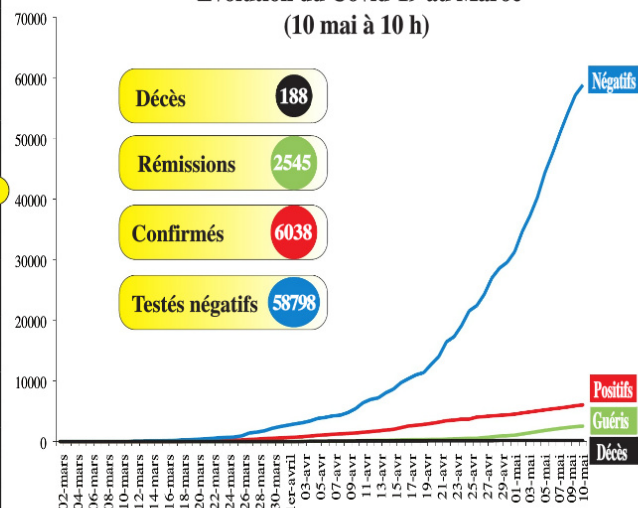
Contamination et décès dans le monde

Par ordre de contamination à la date du 10 mai

Pays	Cas confirmés	Décès déclarés
États-Unis	1 309 159	78 792
Espagne	240 711	26 299
Italie	218 268	30 395
Royaume-Uni	215 260	31 587
Russie	198 676	1 827
France	174 918	26 310
Allemagne	168 551	7 369
Brésil	155 939	10 627
Turquie	137 115	3 739
Chine	82 901	4 633
Canada	67 702	4 693
Pérou	65 015	1 814
Inde	59 662	1 981
Belgique	52 596	8 581
Arabie Saoudite	37 136	239
Mexique	33 460	3 353
Suisse	30 251	1 810
Pakistan	28 736	636
Portugal	27 406	1 126
Suède	25 921	3 220
Irlande	22 760	1 446
Qatar	21 331	13
Emirats Arabes Unis	17 417	185
Israël	16 454	247
Japon	15 777	624
L'Autriche	15 735	615
Pologne	15 651	785
Roumanie	15 131	926
Indonésie	13 645	959
Corée du Sud	10 840	256
Philippines	10 610	704
Danemark	10 319	526
Afrique du Sud	9 420	186
Egypte	8 964	514
République Tchèque	8 095	276
Norvège	8 069	217
Koweït	7 623	49
Australie	6 929	97
Maroc	6 038	188
Algérie	5 558	494
Bahrein	4 774	8
Ghana	4 263	22
Nigeria	4 151	128
Oman	3 224	17
Thaïlande	3 004	56
Iraq	2 679	107
Cameroun	2 274	108
Croatie	2 176	87
Côte d'Ivoire	1 667	21
Sénégal	1 634	15

Pays	Cas confirmés	Décès déclarés
Tunisie	1 032	45
Somalie	997	48
République Démocratique du Congo	937	39
Niger	815	45
Burkina Faso	748	48
Mali	692	37
Gabon	661	8
Kenya	649	30
Palestine	547	4
Jordanie	522	9
Guinée Équatoriale	439	4
Ile de la Réunion	431	0
Maurice	332	10
Congo	274	10
Zambie	252	7
Ethiopie	210	5
Madagascar	193	0
Togo	153	10
République centrafricaine	143	0
Monaco	96	4
Libye	64	3
Syrie	47	3
Zimbabwe	35	4
Yemen	34	7
Seychelles	11	0
République centrafricaine	19	0
Seychelles	11	0
Gambie	10	1
Mauritanie	7	1
Yemen	1	0

Evolution du Covid-19 au Maroc
(10 mai à 10 h)



Lun 11 Mai 2020

DE BONNES SOURCES

• Des facilités douanières aux écoles américaines

Dans une circulaire du 8 mai 2020, le directeur général de la Douane décline les mesures de facilitation destinées au personnel étranger des écoles américaines au Maroc. Les personnes affectées de l'extérieur bénéficient de l'exonération des droits de douane pour leurs effets et mobiliers à usage personnel. Leur requête doit être introduite dans les six mois suivant la prise de fonction. Le matériel pédagogique ainsi que les moyens audiovisuels destinés à ces établissements sont également affranchis de droits et taxes à la douane. Par ailleurs, les véhicules utilisés par l'administration de ces écoles sont éligibles au régime d'admission temporaire à l'importation. *A.S.*

• Les collectivités territoriales sommées de créer des adresses mail

Le ministère de l'Intérieur vient d'ordonner aux collectivités territoriales de créer une adresse mail institutionnelle dédiée à la mise en œuvre du droit d'accès à l'information pour les citoyens. Les adresses mail, qui devront être transmises au ministère avant le 15 mai, seront publiées sur le portail www.pncl.gov.ma. *H.E.*

• Le Royaume-Uni ouvre la 5G à Huawei

Le gouvernement du Royaume-Uni a donné son feu vert à Huawei pour participer à la construction du réseau 5G. Londres se démarque ainsi de Washington qui a disqualifié le groupe chinois du réseau 5G aux États-Unis. La Maison-Blanche accuse Huawei d'être lié aux ser-

vices de renseignements chinois et multiplie des pressions sur ses alliés pour blacklister Huawei des appels d'offres des réseaux 5G. *A.S.*

• Franchises: Le chiffre d'affaires baisse de 90%

Selon une enquête récente effectuée par la Fédération marocaine de la franchise (FMF), le secteur a été fortement impacté par la crise sanitaire Covid-19. La baisse d'activité est estimée à près de 90% du chiffre d'affaires. Le scénario potentiel de prorogation du confinement impliquerait l'arrêt total de toute activité pour certaines franchises. Ce qui menace sérieusement de nombreuses enseignes et pourrait aboutir à une fermeture définitive des structures les plus fragiles, ainsi que la perte d'emplois par milliers. *A.R.*

• BoA encourage le paiement sans contact

Bank of Africa encourage le paiement par carte à travers l'utilisation des cartes sans contact. Leader du paiement sans contact au Maroc, la banque met à disposition de sa clientèle une large gamme de cartes monétiques sans contact. Cette technologie sécurisée permet de réaliser des transactions sans insérer la carte dans le TPE. Pour limiter davantage les risques, les transactions au montant inférieur à 400 DH se valident sans saisie de PIN dans la limite des 3 premières transactions quotidiennes. Dans ce cadre, BoA met à disposition de ses clients 10.000 cartes Opales sans contact pour limiter l'usage du cash et renforcer ainsi la sécurité sanitaire. Il s'agit d'une carte de retrait et de paiement utilisable au Maroc et en paiement e-commerce à l'international. *M.A.B.*

• Fake news: Enquêtes systématiques à l'Éducation nationale

Année blanche, réussite de tous les élèves sans exception, vacances à l'avance, annulation des oraux des concours... Les fake news impliquant l'Éducation nationale n'en finissent pas. Le ministère assure que des enquêtes systématiques sont déclenchées, suivies de poursuites. Depuis le début de la crise du Covid-19, cinq actions en justice ont été entamées. Au total, le département de Saïd Amzazi en compte six à ce jour. *A.Na*

• Safran: L'AMMC approuve l'offre de souscription d'actions réservée aux salariés

Le gendarme de la Bourse vient de viser le prospectus définitif relatif à une offre d'actions Safran, réservée aux salariés du groupe. L'opération se fera par cession d'un maximum de 1.800.000 actions. Le prix de souscription s'établit à 60,98 euros (soit 658,14 MAD). Au Maroc, cette opération concerne les entités suivantes: Safran Maroc, Safran nacelles Morocco, Safran engineering services Maroc, Safran electrical & power Morocco SA, Safran electronics & defense Morocco et Safran aircraft engine services. La période de souscription s'étalera du 11 au 12 mai 2020 inclus. *T.E.G.*

• Centrale Danone freine ses pertes en 2019

Le résultat net part du groupe s'est établi à 421 millions de DH à fin 2019, soit une amélioration de 117 millions de DH par rapport à 2018. Le chiffre d'affaires consolidé s'est fixé à 4,5 milliards de DH, en recul

de 3,8% sur un an. L'excédent brut d'exploitation courant du groupe s'est élevé à 141 millions de DH, en baisse de 21,2% par rapport à 2018. L'année 2019 a été marquée par une reprise progressive du marché des produits laitiers au second semestre. *T.E.G.*

• Renault Maroc rafle la moitié des parts de marché

Le groupe a clôturé le quatrième mois de 2020 avec une part de marché historique de 50,2%, avec Dacia à 34,9% et le Losange à 15,3%. Au cumul de l'année, le constructeur automobile a livré 14.368 véhicules neufs, en réalisant ainsi une part de marché de 42,5%. Dacia, avec ses 587 livraisons, maintient sa position de leader du marché VP-VU au Maroc. En 2020, ce sont 10.124 véhicules qui ont été vendus, soit une part de marché au cumul de 29,9%. Le Losange conforte ainsi, sa deuxième marche du podium avec au cumul 4.244 livraisons et une part de marché de 12,5%. *T.E.G.*

Météo	Lundi	Mardi
Casablanca	23 15	21 14
Rabat	23 14	21 13
Fès	28 13	22 2
Marrakech	28 14	24 12
Tanger	21 14	20 13
Agadir	23 15	21 14
Oujda	26 12	18 11
Essaouira	22 16	20 16

Prévisions recueillies le 10 mai



LA RÉFÉRENCE DES URBAINS ACTIFS

LES EXPERTS ATLANTIC

SPECIAL CORONAVIRUS

Du lundi au vendredi 10h à 12h

www.atlanticradio.ma

Casablanca 92.5 • Rabat 106.9 • Marrakech 90.5 • Agadir 99.7 • Tanger 103.3 • Tétouan 87.8 • Fès 98.8 • Fès Ville Nouvelle 97.2 • Meknès 97.2 • Kénitra 106.9 • Mohammédia 92.5 • El Jadida 97.3 • Settat 106.4 • Chefchaouen 106.4 • Taounat 95.6 • Essaouira 96.8 • Safi 92.3 • Taza 103 • Tiznit 103.1 • Taroudant 104.9 • Tafraout 95.9 • Guelmim 96.8 • Tan tan 95.2 • Skhour Rhamna 92.2

Lundi 11 Mai 2020